

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1739

11 juillet 2012

SOMMAIRE

3B4Sports S.A.	83452	Atrium Development S.A.	83463
3P Solutions S.A.	83454	BeCapital General Partner S.à r.l.	83470
4 Star Consulting S.A.	83445	BeCapital Private Equity SCA SICAR	83452
64 Investments S.A.	83454	CBD Immo S.à r.l.	83458
ABF Regents Park Investments S.à r.l. ...	83463	CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR	83454
Abrias	83458	China Designer Outlet Mall S.A.	83466
Acrelux S.à r.l.	83462	Citadelle Lux S.A.	83446
Adler & Zirves S. à r.l.	83464	Donneaux Conseils S.à r.l.	83459
Adriana Development S.à r.l.	83458	Fomed S.A.	83454
AEIF Apollo S.à r.l.	83457	Hermann & Valentiny & Associés S.à.r.l.	83448
AEIF LH Sub 07 S.à r.l.	83464	Holter Investments S.A.	83453
AEIF LH Sub 08 S.à r.l.	83465	Immobilière Centenaire S.A.	83463
AEIF LH Sub 09 S.à r.l.	83465	Kerauf S.à r.l.	83455
Agence de Gestion de Dépôts - Warehou- ses Service Agency	83454	Krivodol S. à r.l.	83455
AG Finance S.à r.l.	83464	Mozuba S.A.	83455
Agrabah S.A.	83465	RW Consult	83446
Aksolux S.à r.l.	83466	Seawave Holdings S.A., SPF	83452
Akuo Investment S.C.A. SICAR	83470	Sella Capital Management	83453
Allianz Finance VIII Luxembourg S.à r.l.	83459	Société Européenne de Banque	83426
Allianz Finance VII Luxembourg S.à r.l. ..	83458	Sonorina Finance (Luxembourg) S.à r.l. ...	83446
Altmunster Investment S.A.	83470	Soparho	83457
Alvisse Parc Hôtel S.A.	83459	Sormine S.A.	83446
Alvisse Parc Hôtel S.A.	83460	Speltz Sàrl	83471
Alysse S.A.	83470	Stratus Packaging Europe S.A.	83457
Aramis Invest S.A.	83471	Swedbank Asset Management S.A.	83456
ArcelorMittal WireSolutions	83459	Telipro S.A.	83456
Äre Gipser S.à r.l.	83455	Titrico S.à.r.l.	83448
Arrowgrass Special Situations S.à r.l.	83462	Torlake Holding Luxembourg S.A.	83464
Asia Growth Basket S.à r.l.	83462	VALENTINY hvp architects	83448
Association N. Arend & C. Fischbach S.A.	83465	Velleda, S.à r.l.	83457
as you like it	83456	Vetina International S.A.	83472
		Zenith Fund S.A., SICAV-SIF	83430

Société Européenne de Banque, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 13.859.

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE VINGT-NEUF JUIN.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché du Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE», une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, R.C.S. Luxembourg B13859, constituée suivant acte reçu par Maître Marc ELTER, alors notaire de résidence à Junglinster, en date du 2 juin 1976, publié au Mémorial C numéro 120 du 14 juin 1976 (la «Société»), et les statuts ont été modifiés:

en date du 1^{er} février 1977 par acte devant Maître Antoine Frédéric-Léon-Marc Elter, alors notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C no52 du 4 mars 1977,

en date du 13 décembre 1979 par acte devant Maître Antoine Frédéric-Léon-Marc Elter, alors notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C no3 du 4 janvier 1980,

en date du 7 avril 1981 par acte devant Maître Antoine-Frédéric-Léon-Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no93 du 8 mai 1981,

en date du 22 mai 1986 par acte devant Maître Antoine-Frédéric-Léon-Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no224 du 8 août 1986,

en date du 17 novembre 1987 par acte devant Maître Antoine Frédéric-Léon-Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no28 du 1^{er} février 1988,

en date du 5 juillet 1993 par acte devant Maître Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no435 du 18 septembre 1993,

en date du 31 août 1993 par acte devant Maître Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no516 du 29 octobre 1993,

en date du 23 février 1996 par acte devant Maître Marc Elter, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no237 du 11 mai 1996,

en date du 27 janvier 1999 par acte sous seing privé non publié,

en date du 27 juin 2000 par acte devant Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no848 du 18 novembre 2000,

en date 11 décembre 2001 par acte devant Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no1255 du 31 décembre 2001,

en date du 20 mars 2003 par acte devant Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no484 du 6 mai 2003,

en date du 15 mars 2007 par acte devant Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no1125 du 12 juin 2007

en date du 30 juillet 2007 par acte devant Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C no2322 du 16 octobre 2007 et,

en date du 28 décembre 2011 par acte devant Maître Jacques Delvaux, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C n°3226 du 31 décembre 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur BUS, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le Président désigne comme secrétaire Madame Sabrina GIACOMINI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Monsieur Christophe VELLE, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Restera pareillement annexé au présent acte avec lequel elle sera enregistrée, la procuration émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Ensuite le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Qu'il résulte de ladite liste de présence que les 1.750.000 (un million sept cent cinquante mille) actions représentatives de l'intégralité du capital social de la Société sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

II. Que la Société a émis des titres autres que des actions dans le cadre de programmes d'émission de titres de créances négociables. Les porteurs de ces titres ont été informés de la présente assemblée conformément aux dispositions légis-

latives en vigueur et notamment à la Loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence concernant l'information sur les émetteurs dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur un marché.

III. Que les documents suivants se trouvent à la disposition de l'assemblée générale:

- Le Projet de scission du 9 mai 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1315 du 26 mai 2012.

- Une attestation émanant des actionnaires concernant leurs renoncements à l'application des arts. 293, 294 paragraphe (1), 295 paragraphe (1) d) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

- Les comptes annuels au 31 décembre 2011, lesquels ont été audités, approuvés et publiés ainsi que la situation comptable arrêtée au 31 mars 2012 approuvée par les conseils d'administration de la Société Scindée et de la Société Bénéficiaire;

- Une certification du conseil d'administration de la Société attestant que les documents prévus à l'article 295 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiées, à l'exception de ceux auxquels les actionnaires ont renoncé en application de ladite loi, ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social de la Société, un mois au moins avant la date de la réunion de la présente assemblée.

IV. Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. Présentation et approbation du projet de scission du 09 mai 2012 - publication au Mémorial C du 25 mai 2012 - portant scission partielle de Société Européenne de Banque (la «Société Scindée») et transfert d'une partie de son patrimoine, activement et passivement, sans dissolution, à Intesa Sanpaolo Holding International S.A. (la «Société Bénéficiaire») conformément aux articles 287 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée;

2. Renonciation en vertu de l'article 296 de la loi sur les sociétés commerciales à l'application de l'article 293, de l'article 294 (1) et de l'article 295 (1) c) et d);

3. Constatation de l'exécution des autres obligations résultant de l'article 295 de la loi sur les sociétés commerciales;

4. Constatation de la réalisation de la scission à la date de l'assemblée approuvant la scission sans préjudice des dispositions de l'article 302 de la loi sur les sociétés commerciales sur les effets de la scission à l'égard des tiers et de l'approbation;

5. Par effet de la Scission, réduction du capital social de la Société Scindée d'un montant de EURO 4.908.480,- en vue de ramener le capital social de son montant actuel de EUR 280.000.000,- représenté par 1.750.000 actions sans désignation de valeur nominale, à un montant de EUR 275.091.520,- représenté par 1.719.322 actions sans désignation de valeur nominale, à réaliser par l'annulation de 30.678 actions sans désignation de valeur nominale portant les numéros d'ordre allant de 1.719.323 à 1.750.000,-; à côté de la réduction de capital social et par effet de la scission, réduction simultanée du compte de «résultats reportés» d'un montant de EURO 11.696.690,80; les deux postes, totalisant ensemble EURO 16.605.170,80,-.

6. Modification subséquente des statuts pour refléter les décisions prises;

7. Divers.

Le tout sous la condition suspensive que la présente opération soit également approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la société Bénéficiaire, Intesa Sanpaolo Holding International S.A.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée déclare avoir pris connaissance du projet de scission partielle de la société dénommée «SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE», une société anonyme luxembourgeoise (la «Société»), ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, R.C.S. Luxembourg B13859, par le transfert d'une partie de son patrimoine, activement et passivement, sans dissolution, à Intesa Sanpaolo Holding International S.A. (la «Société Bénéficiaire») conformément aux articles 287 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, ledit projet de scission, daté du 9 mai 2012, ayant été publié au Mémorial C numéro 1315 du 26 mai 2012 conformément aux articles 287 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (ci-après également dénommée «la Loi»).

Deuxième résolution

L'assemblée constate que les actionnaires de la Société dénommée «SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE» ont renoncé, en application de l'article 296 de la Loi,

- à la rédaction du rapport des organes de gestion de la Société Scindée tel que prévu à l'article 293, paragraphe (1) de la Loi et, à l'application de l'article 295, paragraphe (1) d) de la Loi;

- à l'examen du projet de scission par un expert et à la rédaction du rapport écrit devant être établi à ce sujet par ce dernier, tel que prévu à l'article 294, paragraphe (1).

Troisième résolution

L'assemblée constate qu'il a été satisfait par la Société à tous les devoirs d'information retenus à l'article 295 de la loi sur les sociétés pour autant qu'il n'y ait pas été renoncé d'une façon expresse suite à la deuxième résolution prise ci-dessus.

En particulier les documents prévus à l'article 295 paragraphe (1) a), b) et e) ont été déposés un mois au moins avant la présente assemblée au siège social de la Société «SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE» pour permettre aux actionnaires d'en prendre connaissance conformément à la loi, tel qu'il ressort de la certification émise par le conseil d'administration de la Société «SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BANQUE» à cet effet.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'approuver, en conformité à l'article 302 de la Loi, le projet de scission tel que publié au Mémorial C numéro 1315 du 26 mai 2012, dans toutes ses dispositions et dans son intégralité, sans exception ni réserve, et décide de réaliser la scission partielle de la Société Scindée par le transfert d'une partie de son patrimoine, activement et passivement, sans dissolution, à Intesa Sanpaolo Holding International S.A. (la «Société Bénéficiaire») conformément aux articles 287 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée;

- Les biens représentatifs du patrimoine objet de la scission et les rapports juridiques s'y rapportant seront transférés dans l'état de droit et de fait dans lequel ils se trouveront à la date de prise d'effet de la scission.

- D'un point de vue comptable, les opérations de la Société Scindée seront considérées comme accomplies, en ce qui concerne les éléments du patrimoine transférés à la Société Bénéficiaire, pour compte de la Société Bénéficiaire à compter du 1^{er} avril 2012.

- La Société n'ayant pas émis de parts bénéficiaires ni des actions privilégiées, en conséquence, il n'existe pas d'actionnaires disposant de droits spéciaux.

Aucun droit n'est assuré par la Société Bénéficiaire aux porteurs de titres autres que des actions ni aucune mesure n'est proposée, à leur égard. Aucun avantage particulier, en dehors de la rémunération d'usage, n'est attribué aux experts, aux membres des organes de gestion ainsi qu'à la personne chargée du contrôle des comptes des sociétés participant à la scission.

Cinquième résolution - Réduction du capital

Suite à ce qui précède, l'assemblée se composant de tous les actionnaires de la Société Scindée, décide, comme élément de scission, la réduction du capital social de la Société Scindée d'un montant de EURO 4.908.480,- en vue de ramener le capital social de son montant actuel de EUR 280.000.000,- représenté par 1.750.000 actions sans désignation de valeur nominale, à un montant de EURO 275.091.520,- représenté par 1.719.322 actions sans désignation de valeur nominale, à réaliser par l'annulation de 30.678 actions sans désignation de valeur nominale portant les numéros d'ordre allant de 1.719.323 à 1.750.000,-; à côté de la réduction de capital social et par effet de la scission, réduction simultanée du compte de «résultats reportés» d'un montant de EURO 11.696.690,80; les deux postes, totalisant ensemble EURO 16.605.170,80,-.

Sixième résolution

Au vu des résolutions qui précèdent et aux points du projet de scission exposés suivants:

a) Scission partielle: la Société Scindée transfère, sans dissolution, à la Société Bénéficiaire une partie de son patrimoine, activement et passivement, tout en continuant à opérer avec la partie restante de son patrimoine actif et passif.

b) Scission proportionnelle: la Société Scindée est intégralement détenue par la Société Bénéficiaire. Il en résulte que la partie du patrimoine de la Société Scindée qui, par suite de l'opération de scission, sera transférée intégralement à la Société Bénéficiaire, sera, suite à l'opération, détenue directement par la Société Bénéficiaire, qui est également l'Actionnaire Unique de la Société Scindée.

c) La Société Bénéficiaire, par suite de la scission, réalisera une augmentation de capital d'un montant de EURO 14.220.786,- (assortie d'une prime de scission d'un montant de EURO 2.384.384,80) au profit de l'Actionnaire Unique de la Société Scindée, c'est-à-dire au profit d'elle-même, via l'émission de 45.726 actions nouvelles d'une valeur nominale de EURO 311 chacune; ces actions deviendront immédiatement des actions propres en portefeuille.

La détention d'actions propres par l'Actionnaire Unique de la Société Scindée n'étant pas souhaitable, l'assemblée de la Société Scindée, accepte que la création d'actions suite à l'augmentation de capital réalisée en rémunération des apports, sera immédiatement suivie par une réduction de capital et de compte de prime de scission au sein de la Société Bénéficiaire et que partant les actions créées dans ce cadre sont immédiatement annulées (en ce y compris la prime de scission y attachée, créée lors de l'émission de celles-ci).

Elle constate que

- l'opération de scission partielle envisagée est finalement une opération de scission partielle simplifiée par absorption du fait de son actionnariat unique et par le fait que la Société Bénéficiaire et l'Actionnaire Unique de la Société Scindée sont une seule et même entité juridique, à savoir INTESA SANPAOLO HOLDING INTERNATIONAL S.A et

- qu'à proprement parler, il n'y a pas de rémunération de l'apport par attribution d'actions nouvelles en absence de création d'actions nouvelles résultant de l'opération.

A toutes fins utiles, l'assemblée prend note du rapport d'expert établi par Deloitte Luxembourg bien que la situation visée par l'article 26-1 de la Loi qui requiert l'intervention d'un réviseur d'entreprises en cas de création d'actions nouvelles au moyen d'apports autres qu'en numéraire n'est dès lors pas rencontrée explicitement. Ce rapport, qui reste annexé aux présentes conclut comme suit:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution is not at least equal to the number and nominal value of the 45.726 ordinary shares of par value EUR 311 each, added by a total share premium of EUR 2.384.384,80.»

Au vu de ce qui précède l'assemblée constate qu'en absence de création d'actions nouvelles au final de l'opération, il n'y a pas lieu à établir un rapport d'échange mais que pour autant que de besoin, un tel rapport a été calculé avant la réduction de capital et l'annulation des actions propres en portefeuille dans le chef de la Société Bénéficiaire. Ainsi si l'on devait présenter le rapport d'échange dans le cadre de l'opération, il en résulterait la situation suivante:

1. La Société Scindée réduira son capital social d'un montant de EURO 4.908.480,- par l'annulation de 30.678 actions sans désignation de valeur nominale; ladite réduction étant assortie d'une réduction du compte de résultats reportés à hauteur d'EURO 11.696.690,80,-.

2. Les actions de la Société Bénéficiaire créées par l'apport (45.726 actions) résultant de la scission partielle, sont attribuées à l'Actionnaire Unique de la Société Scindée au prorata de la détention des actions annulées de la Société Scindée soit à raison de 30.678 actions annulées contre 45.726 actions émises suite à l'augmentation de capital dont mention ci-avant.

3. Le ratio d'échange serait donc de 1,4905.

Il n'y aurait en outre aucun paiement de soulte en espèces.

L'assemblée prend acte qu'en considération de l'annulation des actions nouvellement créées du fait de la réduction de capital à réaliser dans le chef de la Société Bénéficiaire, il est inutile de préciser la date à partir de laquelle ces actions donnent le droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalités particulières relatives à ce droit comme demandé à l'article 289 d) de la Loi.

Septième résolution

L'assemblée constate que:

- Conformément à l'article 301 de la Loi, la scission est réalisée entre les parties avec effet à partir de la date du présent acte;

- D'un point de vue comptable, les opérations de la Société Scindée seront considérées comme accomplies à compter du 1^{er} avril 2012 pour le compte de la Société Bénéficiaire;

- Conformément à l'article 302 de la Loi, la scission n'aura d'effet à l'égard des tiers qu'après la publication faite conformément à l'article 9 de la Loi.

- Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts, de sorte qu'il se lira dorénavant comme suit:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à EUR 275.091.520,- représenté par 1.719.322 actions sans désignation de valeur nominale, intégralement libérées.»

Les résolutions relatives à la présente opération de scission sont prises sous la condition suspensive que la présente opération de scission soit également approuvée par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Bénéficiaire, Intesa Sanpaolo Holding International S.A.

Déclaration notariée

Par application de l'article 300 (2) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, le notaire soussigné déclare avoir vérifié, l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Scindée auprès de laquelle il instrumente et du projet de scission, tels que requis par la Loi.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de EUR 1.600,-.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom, état et demeure, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. BUS, S. GIACOMINI, C. VELLE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 03 juillet 2012. Relation: RED/2012/903. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 03 juillet 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012079852/227.

(120112428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 juillet 2012.

Zenith Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 169.757.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twentieth day of June.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared the following party:

Sirius Management Spółka z ograniczona odpowiedzialnoscia (Sp. z o.o.), company existing and governed by the laws of Poland, established and having its registered office in Warsaw, Poland, ul. Jana Czeczota 6, 02-607 Warszawa, entered into the register of entrepreneurs maintained by the National Court Register of Poland under the no. 0000408 duly represented by Mrs Iya MARTKOPLICHVILI, lawyer, residing professionally in Luxembourg, 69, Boulevard de la Pétrusse, pursuant to a proxy dated May 28th 2012.

The proxy given, signed *ne varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a public limited company ("société anonyme") qualifying as a société d'investissement à capital variable - specialized investment fund (SICAV-SIF) which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1. There exists a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) under the name of "ZENITH FUND S.A., SICAV-SIF" ("the Company").

1.2. The Company shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended from time to time ("the 2007 Law") and by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time ("the 1915 Law") (provided that in case of discrepancies or conflicts between the 1915 Law and the 2007 Law, the 2007 Law shall prevail) as well as by the present articles of incorporation. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2007 Law and the 1915 Law.

1.3. The Company may have one shareholder ("the Sole Shareholder") or more shareholders ("the Shareholders"). The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

1.4. Any reference to the Shareholders in the Articles shall be deemed a reference to the Sole Shareholder if the Company has only one Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg. Within the municipality, the registered office may be relocated by a resolution of the board of directors of the Company (the "Board"). The registered office of the Company may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of Shareholders ("the General Meeting").

2.2 The Board shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political, economical or social developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Term.

3.1 The Company is established for an indefinite period of time.

Art. 4. Purpose.

4.1 The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets eligible under the 2007 Law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose and may, in particular and without limitation:

a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;

b) borrow cash, cash equivalent instruments and/or securities in any form or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of equities, bonds, notes, promissory notes, and other debt and/or equity instruments;

c) advance, lend or deposit equity, bonds, notes, promissory notes, cash, cash equivalent instruments and other equity and/or debt instruments;

d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any director, manager or other agent of the Company, or any company in which the Company or its parent company has a direct or indirect interest, or any company being a direct or indirect Shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company;

to the fullest extent permitted under the 2007 Law.

Art. 5. Capital.

5.1 The initial subscribed capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000.-) represented by thirty one (31) fully paid up shares with no par value.

5.2 The capital of the Company shall at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12 of these Articles.

5.3 The capital must reach one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) within twelve months of the date on which the Company has been registered as a specialised investment fund (a "SIF") pursuant to article 27 of the 2007 Law, and thereafter may not be less than this amount.

5.4 The Company has an umbrella structure and the Board will set up a separate portfolio of assets that represents a compartment ("Compartment") as defined in article 71 of the 2007 Law, and that is formed of one or more Classes of Shares (as defined below). Each Compartment will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Compartment. The investment objective, policy and other specific features of each Compartment are set forth in the offering memorandum of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Law (the "Offering Memorandum"). Each Compartment may have its own funding, Classes (as defined below), investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

5.5 Within a Compartment, the Board may, at any time, decide to issue different classes of shares (each a "Class", and collectively the "Classes"), the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Offering Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Law and the 1915 Law, including, without limitation different:

a) eligible investors;

b) structures of fees and expenses;

c) subscription and/or redemption procedures;

d) minimum investment and/or subsequent holding requirements;

e) distribution rights and policy, and the Board may in particular, decide that shares pertaining to one or more Class (-es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest or to receive preferred returns;

f) denomination currency;

g) restrictions to the transfer of shares.

5.6 A separate Net Asset Value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12 of these Articles.

5.7 Within a Class, the Board may, from time to time and in its absolute discretion, decide to issue separate series of shares. Each series (if applicable) of shares of each Class shall rank equally in priority and preference with every other series of that Class except that any performance fee (if applicable) payable by the Company shall be allocated to each series of each Class based on the performance of that series of that Class with the result that shares of each series of each Class may have a different Net Asset Value per share. The capital contributions made in respect of each series (if applicable) of each Class shall be maintained in segregated accounts with separate records in the books of the Company. The Board may from time to time, combine two or more series of shares within the same Class, convert shares of one series into another series of the same Class, eliminate any series and create new series in their sole discretion without obtaining the approval of the relevant Shareholders.

5.8 The Company may create additional Classes or series whose features may differ from the existing Classes or series and additional Compartments whose investment objectives may differ from those of the Compartments then existing.

Upon creation of new Compartments, Classes or series, the Offering Memorandum will be updated accordingly, if necessary.

5.9 The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Law, the rights of the Shareholders and creditors of the Company relating to a Compartment or arising from or in connection with the setting-up, operation and liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment. The assets of a Compartment are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the Shareholders relating to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen from or in connection with the setting-up, operation and liquidation of that Compartment, and there shall be no cross liability between Compartments, in derogation of article 2093 of the Luxembourg Civil Code.

5.10 The Board may create each Compartment for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Compartment one or more times, subject to the relevant provisions of the Offering Memorandum. The Offering Memorandum shall indicate whether a Compartment is created for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

5.11 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in Euro, be converted into Euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes of all Compartments.

Art. 6. Shares.

6.1 The Board shall determine whether a relevant Compartment will issue shares in bearer and/or in registered form. If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any persons who qualifies as a Restricted Person as defined in article 11 of the Articles.

6.2 All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by such owner of record and the amount paid up on each fractional share.

6.3 The inscription of the Shareholder's name in the register of shares evidences the Shareholder's right of ownership on such registered shares. The Board shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the Shareholder or whether the Shareholder shall receive a written confirmation of his/her/its shareholding. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board.

6.4 If bearer shares are issued by the Company, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, due representation that the transferee is not a Restricted Person and or by an electronic registration of the bearer shares in a bank account, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share registration in bank account, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of Shareholders to evidence such issuance. At the discretion of the Board, the costs of any such conversion may be charged to the Shareholder requesting it.

6.5 Share certificates shall be signed by any two directors of the Company. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may determine.

6.6 If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by an electronic registration of the bearer shares in a bank account. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board.

6.7 Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be indicated by the Company from time to time.

6.8 If any Shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the Shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the Shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not limited to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void. Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates. The Company may, at its election, charge to the Shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

6.9 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

6.10 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflicts between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. In case a share is held by an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire), the usufruct holder (usufruitier) will be appointed as sole owner in relation to the Fund and will therefore exercise all rights attached to that share, unless otherwise provided for in the relevant usufruct agreement or deed.

6.11 Subject to the provisions of article 10 of these Articles, the transfer of registered shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of Shareholders, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims set forth in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee, satisfactory to the Company.

6.12 The Board is entitled to issue within a relevant Compartment one or more profit shares (parts bénéficiaires) in the widest meaning permitted under the 2007 Law and the 1915 Law, in particular article 37(2) of the 1915 Law. Profit shares have no voting rights. Each profit share provides its holder with a proportional right of ownership on the assets of the relevant Compartment including its income and profits, capitalised or distributed. Profit shares issued by a relevant Compartment or Class will in principle be entitled to the same financial rights as shares issued within that Compartment or Class. The Offering Memorandum and/or the subscription agreement determines the number and features of the profit shares to be issued within a relevant Compartment or Class. Assets represented by profit shares will be included in the calculation of the Net Asset Value as determined in article 12 of these Articles.

Art. 7. Issue of shares.

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a "Well-Informed Investor").

7.3 Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Offering Memorandum provided that the Board may, without limitation:

a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Offering Memorandum);

b) decide that shares of a particular Compartment or Class shall only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specified period, up to a certain amount;

c) impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum commitment or holding amount;

d) determine any default provisions on non or late payment for shares or restrictions on ownership in relation to the shares;

e) in respect of any one given Compartment and/or Class, levy a subscription charge and, at its election, waive partly or entirely this subscription charge;

f) decide that payments relating to subscriptions for shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Compartment and, as the case may be, Class.

7.4 Shares will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Compartment and, as the case may be, each Class in the Offering Memorandum.

7.5 A process determined by the Board and described in the Offering Memorandum shall govern the chronology of the issue of shares in a Compartment.

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.7 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for shares.

7.8 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular, where applicable, in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are eligible investments in accordance with the investment objectives and policies of the relevant Compartment. All costs related to the contribution in kind will be borne by the Shareholder acquiring shares in this manner.

Art. 8. Redemption of shares.

8.1 Unless otherwise provided for in the Offering Memorandum, any Shareholder may request redemption of all or part of his/her/its shares from the Company, pursuant to the conditions and procedures set forth by the Board in the Offering Memorandum and within the limits provided by Luxembourg law and these Articles.

8.2 Subject to the provisions of article 12 of these Articles, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board and disclosed in the Offering Memorandum, provided that any share certificates issued and any other redemption documents have been received by the Company.

8.3 Unless otherwise provided for in the Offering Memorandum, the redemption price per share for shares of a given Class of a Compartment corresponds to the Net Asset Value per share of the respective Class less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.4 A process determined by the Board and described in the Offering Memorandum shall govern the chronology of the redemption of shares in a Compartment.

8.5 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any Compartment or Class falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Offering Memorandum for such Compartment or Class, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that Shareholder's shares in the given Compartment or Class.

8.6 If, in addition, on a Valuation Day or at some time during a Valuation Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 of these Articles exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given Class or Compartment, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions and conversions will then be proceeded by priority ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit) on one of the Valuation Days following this period as determined by the Board.

8.7 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any Shareholder, subject to such Shareholder's consent, in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the Compartment equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 12) as of the Valuation Day or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders of the relevant Compartment. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined by the Board on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given Compartment(-s) or Class(-es), as the case may be. The valuation of such assets used will be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers will be borne by the transferee.

8.8 Redeemed shares will be cancelled.

8.9 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemptions have been suspended as provided for in this article.

Art. 9. Conversion of shares.

9.1 Unless otherwise provided for in the Offering Memorandum, a Shareholder may convert shares of a particular Class of a Compartment held in whole or in part into shares of the corresponding Class of another Compartment. Conversions of shares of one Class of a Compartment into shares of another Class of either the same or a different Compartment are also permitted, except otherwise decided by the Board.

9.2 The Board may make the conversion of shares dependent upon additional conditions, as set forth in the Offering Memorandum.

9.3 A conversion application will be considered as an application to redeem the shares held by the Shareholder and as an application for the simultaneous acquisition (subscription) of the shares in the new Compartment and, where applicable, Class. The conversion ratio will be calculated on the basis of the Net Asset Value per share of the respective Compartment(s) and, where applicable, Class(es); a conversion fee may be incurred. Additional fees may be incurred if

distributors and paying agents are involved in a transaction. The prices of the conversion may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which they are to be paid, as determined by the Board. The Board may determine that balances of less than a reasonable amount to be set by the Board, resulting from conversions will not be paid out to Shareholders.

9.4 As a rule, the Net Asset Values per share used for both the redemption and the subscription parts of the conversion process should be calculated on the basis of the values prevailing on one and the same Valuation Day. If there are different order acceptance deadlines for the Compartments in question, the calculation may deviate from this, in particular depending on the sales channel. In particular either the sales part may be calculated in accordance with the general rules on the redemption of shares (which may be older than the general rules on the issue of shares), while the purchase part would be calculated in accordance with the general (newer) rules on the issue of shares or the sales part is not calculated until a time later in relation to the general rules on share redemption together with the purchase part calculated in accordance with the newer (in relation to the sales part) rules on the issue of shares.

9.5 Conversions may only be effected if, at the time, both the redemption of the shares to be converted and the issue of the shares to be acquired are simultaneously possible; there will be no partial execution of the application unless the possibility of issuing the shares to be subscribed ceases after the shares to be converted have been redeemed.

9.6 All applications for the conversion of shares are irrevocable, except -in each case for the duration of the suspension - when the calculation of the Net Asset Value of the shares to be redeemed has been suspended or when redemption of the shares to be redeemed has been suspended in accordance with article 13 of these Articles. If the calculation of the Net Asset Value of the shares to be subscribed is suspended after the shares to be converted have already been redeemed, only the subscription part of the conversion application can be revoked during this suspension.

9.7 If, in addition, on a Valuation Day or at some time during a Valuation Day redemption applications as defined in article 8 of these Articles and conversion applications as defined in this article exceed a certain level set by the Board in relation to the shares issued in the Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain period of time and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority, ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit), on one of the Valuation Days following this period as determined by the Board.

9.8 If as a result of a conversion application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any Compartment or Class falls below the minimum number or value that is then - if the rights provided for in this sentence are to be applicable - determined by the Board in the Offering Memorandum, the Company may decide to treat the purchase part of the conversion application as a request for redemption for all of the Shareholder's shares in the given Compartment or Class; the subscription part of the conversion application remains unaffected by any additional redemption of shares.

9.9 Shares that are converted to shares of another Compartment or Class will be cancelled.

Art. 10. Transfer of shares.

10.1 The Transfer (as defined in article 11 hereof) of all or any part of any Shareholder's shares in any Compartment is subject to the provisions of this article 10.

10.2 No Transfer of all or any part of any Shareholder's shares in any Compartment or Class, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if the Transfer would result in a violation of applicable law or any term or condition of these Articles or of the Offering Memorandum and/or the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940, as amended. It shall also be an additional condition of any transfer of shares that:

a) the transferee undertakes to fully and completely assume all outstanding obligations of the transferor towards the Company under the transferor's subscription agreement, commitment or any other agreement setting out the terms of the participation of the transferor in the Company (including, for the avoidance of doubt, the provisions of the Offering Memorandum);

b) the transferor at the same time as the transfer of shares procures the transfer to the transferee of all of its remaining commitment to subscribe for shares or to provide funds to the Company against the issue of shares or otherwise, as the case may be;

c) the transferee is not a Restricted Person as defined in article 11 of these Articles.

10.3 Additional restrictions on transfer may be set out in the Offering Memorandum in respect of particular Compartment(s), in which case no Transfer of all or any part of any Shareholder's shares in the relevant Compartment, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an Affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if any of these additional restrictions on transfer is not complied with.

Art. 11. Limitations in the ownership of shares.

11.1 The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity:

a) if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company;

- b) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law;
- c) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;
- d) if such individual or legal entity is not a Well-Informed Investor or is a US Person (as such term is understood under U.S. securities laws).

Any individual or legal entity determined by the Board as falling within one of the above categories is defined as a "Restricted Person". A person or entity that does not qualify as Well-Informed Investor shall automatically be regarded as a Restricted Person.

11.2 For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any shares and decline to register any sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (a "Transfer") of share, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person and
- b) at any time require any person whose name is entered in the register of Shareholders or who seeks to register a Transfer in the register of Shareholders to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Restricted Person.

If it appears that a Shareholder of the Company is a Restricted Person, the Company shall be entitled to, in its absolute discretion:

- a) decline to accept the vote of the Restricted Person at any General Meeting; and/or
- b) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the shares held by the Restricted Person; and/or
- c) instruct the Restricted Person to sell his/her/its shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out in article 10 of these Articles; and/or
- d) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated Net Asset Value per share of the relevant Compartment and, where applicable, Class, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the Board, either (i) 20% of the Net Asset Value of the relevant shares or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

11.3 The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be questioned or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the above named powers in good faith.

Art. 12. Net asset value.

12.1 The Company, each Compartment and each Class in a Compartment have a net asset value (the "Net Asset Value") determined in accordance with the Articles. The reference currency of the Company is the PLN. The reference currency of each Compartment and Class is stipulated in the relevant special section of the Offering Memorandum.

12.2 The Net Asset Value of the Company, each Compartment and each Class is calculated in accordance with the provisions set forth below:

- a) the Net Asset Value of each Compartment and Class shall be calculated in the reference currency of the Compartment or Class on each valuation day as stipulated in the relevant special section of the Offering Memorandum ("the Valuation Day");
- b) a separate portfolio of assets shall be established for each Compartment according to the following principles:
 - (i) the proceeds from the issue of each share are to be applied in the books of the relevant Compartment to the pool of assets established for such Compartment and the assets and liabilities and incomes and expenditures attributable thereto are applied to such portfolio subject to the provisions set forth hereafter;
 - (ii) where any asset is derived from another asset, such asset will be applied in the books of the relevant Compartment from which such asset was derived, meaning that on each revaluation of such asset, any increase or diminution in value of such asset will be applied to the relevant Compartment;
 - (iii) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability will be allocated to the relevant Compartment;
 - (iv) where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Compartment, such asset or liability will be allocated to all the Compartments pro rata to the Compartments' respective Net Asset Value;
 - (v) upon the payment of dividends to the Shareholders in any Compartment, the Net Asset Value of such Compartment shall be reduced by the gross amount of such dividends;
- c) the liabilities of each Compartment shall be segregated on a Compartment-by-Compartment basis, with third party creditors having recourse only to the assets of the relevant Compartment;

d) any assets held in a particular Compartment and not expressed in the reference currency of the Compartment will be translated into the reference currency of the Compartment at the rate of exchange prevailing in a recognised market on the business day immediately preceding the Valuation Day;

e) the Net Asset Value per share of a specific Class will be determined by dividing the value of the total assets of the relevant Compartment which are attributable to such Class less the liabilities of the Compartment which are attributable to such Class, by the total number of shares of such Class outstanding on the relevant Valuation Day;

f) for the determination of the Net Asset Value of a Class, the rules indicated in pt. b) subpoints (i) to (v) above shall apply mutatis mutandis;

g) the Net Asset Value per share of each Class in each Compartment will be calculated by the administrative agent in the reference currency of the relevant Class and, as the case may be, in other currencies for trading purposes as specified in the relevant special section of the Offering Memorandum, by applying the relevant market conversion rate prevailing on each Valuation Day;

h) the Net Asset Value per share of the different Classes can differ within each Compartment as a result of the declaration/payment of dividends, differing fee and/or cost structures or different hedging strategy for each Class.

12.3 The assets of the Company, in relation to each Compartment, shall include:

a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

c) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned by the Company or contracted for by the Board (provided that the Board may make adjustments with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

e) all interest accrued on any interest bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;

f) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;

g) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in;

h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

12.4 The value of the Company's assets shall be determined as follows:

a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

b) the value of assets, which are listed or dealt in on any stock exchange or other regulated market including units or shares of listed closed-ended undertakings for collective investment ("UCIs"), is based on the last available price on the stock exchange or other regulated market, which is normally the principal market for such assets;

c) the value of assets dealt in on any other regulated market is based on their last available price;

d) in the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other regulated market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other regulated market as aforesaid, the price as determined pursuant to subparagraph (ii) or (iii) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith pursuant to the procedures established by the Board;

e) the liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available prices of these contracts on the relevant exchanges and/or regulated markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company, provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable;

f) units or shares of open-ended UCIs will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of the relevant UCIs or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the underlying UCI - other than the administrative agent of the underlying UCI) if more recent than their official net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of UCIs may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the UCIs.

However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such UCIs, the valuation of the shares or units issued by such UCIs may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the Board to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events (without limitation): capital calls, distributions or redemptions effected by the UCIs or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the UCIs themselves;

g) all other securities and other permissible assets as well as any of the above mentioned assets for which the valuation in accordance with the above subparagraphs would not be possible or practicable, or would not be representative of their fair value, will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board;

h) the value of money market instruments not admitted to official listing on any stock exchange or dealt on any regulated market and with remaining maturity of less than twelve (12) months and of more than ninety (90) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon, whereas money market instruments with a remaining maturity of ninety (90) days or less and not traded on any market will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

12.5 The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Compartment will be converted into the reference currency of such Compartment at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

12.6 The Board, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the value of any asset of the Company.

12.7 In the event that extraordinary circumstances render valuations as aforesaid impracticable or inadequate, the Board is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Company or a Compartment.

12.8 If since the time of determination of the Net Asset Value per share of any Class in a particular Compartment there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of such Compartment are dealt in or quoted, the Board may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation of the Net Asset Value per share and carry out a second valuation. All the subscription, redemption and exchange orders received on such day will be dealt at the second Net Asset Value per share.

12.9 The Net Asset Value per share and the issue and redemption prices per share of each Compartment and, where applicable, each Class of each Compartment may be obtained during business hours at the registered office of the Company.

12.10 The liabilities of the Company shall include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- c) all accrued or payable administrative expenses;
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the relevant Valuation Day, as determined from time to time by the Board, and other reserves, if any, authorised and approved by the Board;
- f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company; in determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company.

Art. 13. Suspension of the net asset value calculation.

13.1 The Company may at any time and from time to time suspend the determination of the Net Asset Value of the shares of any Compartment, the issue of the shares of such Compartment or Class to subscribers and the redemption of the shares of such Compartment from its Shareholders as well as conversions of shares of any Class in a Compartment:

- a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Compartment from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Compartment thereon; or
- b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Compartment would be impracticable; or
- c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Compartment or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to the Compartment; or

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of the Compartment or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board be effected at normal rates of exchange; or

e) when the Board so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied:

(i) as soon as an extraordinary General Meeting of Shareholders of the Company or a Compartment has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution or the merger or absorption of the Company or a Compartment and

(ii) when the Board is empowered to decide on this matter, upon their decision to liquidate or dissolve or merge or absorb a Compartment; or

f) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving the winding-up of the Company.

13.2 Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify Shareholders requesting redemption of their shares of such suspension. The determination of the Net Asset Value per share of any Compartment, the issue of the shares of any Compartment to subscribers and the redemption and conversion of shares by Shareholders may also be suspended in the event of the publication of a notice convening an extraordinary General Meeting for the purpose of winding up the Company as from the time of such publication.

Art. 14. Management.

14.1 The Company shall be managed by a Board of at least 3 (three) directors. The director(s) of the Company, who need not be Shareholders, are appointed by a General Meeting for a term which may not exceed 6 (six) years.

14.2 The holders of founder shares (the "Founder Shares") will be exclusively entitled to propose to the General Meeting a list containing the names of the candidates for the offices of the Directors.

14.3 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the "Legal Entity"), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the "Permanent Representative"). The Permanent Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Permanent Representative unless it simultaneously appoints a new Permanent Representative.

14.4 Members of the Board are appointed by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.5 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting at the unanimous vote of Shareholders representing the entirety of the subscribed share capital.

14.6 In the event of a vacancy in the office of a member of the Board, the other directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders will take a final decision regarding such nomination at their next General Meeting. For the avoidance of doubt, a vacancy in the office of a director selected out of the list of the candidates of the holder(s) of Founder Shares must be filled with a new director out of that list.

Art. 15. Board operation and Meetings.

15.1 The Board will elect a chairman. It may further choose a secretary, who needs not be a director, and who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board.

15.2 The Board shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the convening notice of the meeting.

15.3 The chairman will preside at all General Meetings and all meetings of the Board. In his absence, the General Meeting or, as the case may be, the Board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

15.4 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board. No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

15.5 Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

15.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under the Articles and by the Law of 1915. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

15.7 All resolutions of the Board shall require a majority of the directors present or represented at the Board meeting. In case of a tied vote, the chairman has a casting vote.

15.8 Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

15.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

15.10 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or any two directors.

Art. 16. Powers of the board of directors & Delegation of powers.

16.1 The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the 1915 Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

16.2 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), who needs not be a Shareholder or a director, and who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

16.3 The Board may appoint a person, who needs not be a Shareholder or a director, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

16.4 The Board is also authorised to appoint a person, who needs not be a director, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

16.5 The Board may establish committees and delegate to such committees full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company in respect of one or more Compartment(s) or to act in a purely advisory capacity to the Board in respect of one or more Compartment(s). The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees shall be as set forth in the Offering Memorandum.

16.6 The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or legal entities, which need not be members of the Board, and who shall have the powers determined by the Board and who may, if the Board so authorises, subdelegate their powers.

16.7 The Company may enter with any Luxembourg or foreign company into an investment advisory agreement, according to which such company will supply the Company with investment recommendations and advice with respect to the Company's or a Compartment's investment policy pursuant to article 18 of these Articles and the relevant special section of the Offering Memorandum. Any such investment advisory agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract which are otherwise concluded for an unlimited period.

16.8 Furthermore, the Company may enter with any Luxembourg or foreign company into an investment management agreement, according to which such company may, on a day-to-day basis and subject to the overall control and ultimate responsibility of the Board, purchase and sell assets on behalf of the Company or a Compartment and otherwise manage the Company's or a Compartment's portfolio in accordance with the investment policy and restrictions of the Company or such Compartment as set forth in article 18 of these Articles and the relevant special section of the Offering Memorandum. Any such investment management agreement shall contain the rules governing the modification or expiration of such contract which are otherwise concluded for an unlimited period.

16.9 The Board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 17. Rules of representation.

17.1 Towards third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board.

17.2 The Company shall further be bound by the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with this article 17 of these Articles.

Art. 18. Investment policy.

18.1 The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied in respect of any Class within a Compartment, if any and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Offering Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Board shall also have the power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Compartment's assets, in accordance with the 2007 Law including, without limitation, restrictions in respect of the borrowings of the Company or any Compartment thereof and the pledging of its assets or the maximum percentage of the Company or a Compartment's assets which may be invested in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which may be acquired.

18.3 The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Offering Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their Compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Compartments be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

Art. 19. Conflict of interests.

19.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

19.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the investment manager, the custodian or such other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

19.4 The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 20. Indemnification.

20.1 The Company may indemnify any director or officer and his/her heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him/them in connection with any action, suit or proceeding to which he/they may be made a party by reason of this director or officer being or having been a director or officer of the Company or, at his/her request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/they is/are not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which this director or officer shall be finally sentenced in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

20.2 In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

Art. 21. General meeting.

21.1 As long as the Company has only one Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one Shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

21.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

21.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Monday of the month of June of each year at 11:00 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the previous business day.

21.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.

21.5 Other General Meetings of the Shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of those meetings.

21.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

21.7 The notice periods and quorum provided for by Luxembourg law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

21.8 The Board, as well as the statutory auditors or, if exceptional circumstances so require, any two directors acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene a General Meeting so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the subscribed share capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed share capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

21.9 If all the shares of the Company are in registered form, the convening notices may be made by registered letters only.

21.10 Each share is entitled to one vote.

21.11 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those shares present or represented and voting.

21.12 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting. Votes relating to shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the majority.

21.13 The nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of the Shareholders and bondholders.

21.14 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting at the unanimous vote of Shareholders representing the entirety of the subscribed share capital.

21.15 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a Shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

21.16 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

21.17 The Shareholders may vote in writing (by way of voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company seventy-two (72) hours before the relevant General Meeting.

21.18 Before commencing any deliberations, the Shareholders shall elect a chairman of the General Meeting. The chairman shall appoint a secretary and the Shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

21.19 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

21.20 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.

21.21 The Shareholders of the Classes issued in a Compartment may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Compartment.

21.22 In addition, the Shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that Class.

21.23 The provisions of this article 21 of these Articles apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

Art. 22. Liquidation or Merger of compartments or classes.

22.1 In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Compartment or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Compartment or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to offer to the relevant Shareholders the conversion of their shares into shares of another Compartment under terms fixed by the Board or to redeem all the shares of the relevant Compartment or Class at the Net Asset Value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect).

22.2 The Company will serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

22.3 Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Compartment.

22.4 In addition, the General Meeting of any Class or of any Compartment will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the relevant Compartment or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for a General Meeting constituted pursuant to this article 22, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

22.5 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be kept in safe custody with the Custodian for a period not exceeding six (6) months; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

22.6 All redeemed shares may be cancelled.

22.7 Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment or to another UCI organised under the provisions of the 2007 Law or the Luxembourg law of 20 December 2002 concerning UCI, as amended, or the Luxembourg law of 17 December 2010 concerning UCIs, or to another Compartment within such other UCI (the "New Compartment") and to redesignate the shares of the Compartment concerned as shares of another Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be communicated in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable Shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

22.8 Notwithstanding the powers conferred to the Board by this article 22, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another Compartment within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Compartment or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

22.9 Furthermore, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Compartment to another UCI referred to in this article 22 or to another Compartment within such other UCI will require a resolution of the Shareholders of the Class or Compartment concerned taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based UCI, in which case resolutions will be binding only on such Shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 23. Auditors.

23.1 The accounting information contained in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company. The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 24. Annual accounts & Distribution of income.

24.1 The accounting year of the Company shall begin on 1 January and ends on 31 December of each year.

24.2 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the 2007 Law.

24.3 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

24.4 At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law shall be

deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

24.5 The annual General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law and the Offering Memorandum, how the income from the Compartment will be applied with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends.

24.6 For any Class entitled to dividends, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

24.7 Payments of dividends to owners of registered shares will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

24.8 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

24.9 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

24.10 Any dividend that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Class(es) issued in the respective Compartment.

24.11 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 25. Custodian.

25.1 The Company shall enter into a custodian agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the 2007 Law (the "Custodian") who shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the 2007 Law. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian agreement.

25.2 In the event of the Custodian desiring to retire, the Board shall within two months appoint another financial institution to act as custodian and upon doing so the Board shall appoint such institution to be custodian in place of the retiring Custodian. The Board shall have power to terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

Art. 26. Winding up.

26.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

26.2 The Company will be put into liquidation upon the termination of a Compartment if no further Compartment is active at that time.

26.3 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

26.4 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5 of these Articles; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

26.5 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

26.6 In the event of dissolution of the Company liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

26.7 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg news paper.

26.8 The liquidator(s) will realise each Compartment's assets in the best interests of the Shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, after deduction of liquidation costs, amongst the Shareholders of the relevant Compartment according to their respective pro rata.

26.9 Any amounts unclaimed by the Shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited

Subscription and Payment

All shares have been subscribed by the sole shareholder Sirius Management Sp. z o.o., prenamed.

All subscribed shares have been fully paid-up in cash, therefore the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) is now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2012.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2013. The first annual report of the Company will be dated 31 December 2012.

Statement and Estimate of costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the 1915 Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the 1915 Law.

The expenses, costs, remunerations and charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately EUR 2,900.-.

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation, the Shareholders representing the entire subscribed capital of the Company has herewith adopted the following resolutions:

1. The number of directors is set at four (4). The following persons are appointed as directors of the Company for a period ending on the day of the annual General Meeting to be held in 2017:

a) Mr Maciej BRYSLAWSKI, born on June 26th 1960 in Zakopane, Poland, manager, residing at 3001 Mauerbach, Hauptstrasse 61, Austria;

b) Mr Pawel STEFANIAK, born on November 26th 1977 in Biala Podlaska, Poland, manager, residing at ul. Krolowej Jadwigi 9/40, 21-500 Biala Podlaska, Poland;

c) Mr Marek GEBORYS born on January 2nd 1980 in Bartoszyce, Poland, manager, residing at ul. Sikorskiego 37/4, 11-200 Bartoszyce, Poland;

d) Mr Uwe GEISSLER, born on 19.12.1969 in Mulheim/Ruhr, Germany, residing at 21-23, rue de Luxembourg, 5314 Contern, Luxembourg.

2. The address of the registered office of the Company is established at L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Grant Thornton Lux Audit SA, a Luxembourg public limited company (société anonyme) having its registered office at 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg, has been appointed as the statutory auditor of the Company for a period ending on the day of the annual General Meeting held in 2013.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Iya MARTKOPLICHVILI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 juin 2012. Relation GRE/2012/2266. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME

Junglinster, le 02 juillet 2012.

Référence de publication: 2012079078/895.

(120111149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2012.

4 Star Consulting S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 107.857.

—
EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 1^{er} juin 2012 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Référence de publication: 2012070624/12.

(120100422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Citadelle Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 155.830.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 8 mai 2012 à 11.00 heures à Luxembourg

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viennent à échéance à la présente assemblée.

L'Assemblée Générale reconduit à l'unanimité les mandats de M. Stéphane ROBERT Administrateur et Président, Joseph WINANDY et Koen LOZIE, Administrateurs ainsi que de la société THE CLOVER, ayant son siège social au 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof, Commissaire aux Comptes.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31.12.2012.

Pour copie certifiée conforme

J. Winandy / K. Lozie

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012070772/17.

(120101479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Sonoria Finance (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 165.424.

—
Extrait des résolutions

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique tenue en date du 13/06/2012 que:

- l'assemblée nomme Monsieur Gerardus Gregorius Wilhelmus Marie PETERS, demeurant professionnellement à 3-7, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, comme gérant de la société pour une durée illimitée.

- La société est valablement engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux membres du conseil de gérance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13.06.2012.

Référence de publication: 2012070547/16.

(120100273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Sormine S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 64.965.

—
Les comptes annuels 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012070548/9.

(120100347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

RW Consult, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1626 Luxembourg, 4, rue des Girondins.

R.C.S. Luxembourg B 68.859.

—
L'an deux mille douze, le seize mai.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

1.- Monsieur Romain Weydert, ingénieur diplômé TH Aachen, demeurant à L-1870 Luxembourg, 60 rue Kohlenberg,

2.- La société à responsabilité limitée S-CONSULT, ayant son siège social à L-1626 Luxembourg, 8, rue des Girondins, inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg section B, sous le numéro 68.032,

Ici représentée par Monsieur Jean Hannes, ingénieur diplômé ETH Zurich, demeurant à L-2128 Luxembourg, 28, rue Marie-Adélaïde, en vertu d'une procuration signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumises aux fins d'enregistrement.

3.- Monsieur Mike Waldbillig, ingénieur diplômé FH München, demeurant à L-5480 Wormeldange, 47, rue Principale,

Ici représentée par Monsieur Romain Weydert, prénommé, en vertu d'une procuration signée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné. Ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumises aux fins d'enregistrement.

Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

I. Lesquels comparants, présents ou représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire soussigné d'acter qu'ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée RW Consult, avec siège social à L-1626 Luxembourg, 4, rue des Girondins, inscrite au registre de commerce et des sociétés près le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg section B, sous le numéro 68.859, constituée suivant acte reçu par Maître Paul Decker, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich en date du 26 février 1999, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 395 du 1^{er} juin 1999. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Paul Decker, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, le 19 décembre 2002, publié au Mémorial le 14 février 2003, sous le numéro 158.

II. Le capital social de la société est de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euros (EUR 25,-) chacune, entièrement souscrites et libérées et appartenant aux associés comme suit:

1.- Monsieur Romain Weydert, prénommé, deux cent cinquante parts sociales	250
2.- Monsieur Mike Waldbillig, prénommé, cent vingt-cinq parts sociales	125
3.- La société à responsabilité limitée S-CONSULT, prénommée, cent vingt-cinq parts sociales	<u>125</u>
Total: Cinq cents parts sociales	500

Cession de parts sociales

III.- Il résulte d'une cession de parts sociales intervenue sous seing privé, dès avant la signature des présentes et hors la présence du notaire instrumentant, que la société à responsabilité limitée S-CONSULT, préqualifiée, a cédé et transféré toutes ses cent vingt-cinq (125) parts sociales, qu'elle détenait dans la société «RW Consult», comme suit:

- Cinquante (50) parts sociales à Monsieur Romain Weydert, préqualifié, cet acceptant, au prix de cession convenu entre parties.

- Soixante-quinze (75) parts sociales à Monsieur Mike Waldbillig, préqualifié, cet acceptant, au prix de cession convenu entre parties.

Les cessionnaires reconnaissent avoir une parfaite connaissance de la situation active et passive de la société, de sorte que la cession intervient sans garantie d'actif et de passif.

Le prix des cessions convenu entre parties ne sera pas sujet à révision pour quelque raison que ce soit.

Les cessionnaires déclarent parfaitement connaître les statuts de la société de même que la situation comptable, économique, financière et juridique de la société et renoncent à toute garantie de la part du cédant.

Les cessionnaires se trouvent subrogés dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales leur cédées à partir de ce jour.

IV.- Pour des raisons d'opposabilité à la société et aux tiers, Monsieur Romain Weydert, prénommé, en sa qualité de gérant de la société «RW Consult», déclare accepter les prédites cessions de parts sociales au nom et pour compte de la société, conformément à l'article 1690 du Code civil et à l'article 190 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

V. En raison des prédites cessions de parts sociales, les parts sociales de la Société «RW-Consult» sont dorénavant réparties comme suit:

1.- Monsieur Romain Weydert, prénommé, trois cents parts sociales	300
2.- Monsieur Mike Waldbillig, prénommé, Deux cents parts sociales	<u>200</u>
Total: Cinq cents parts sociales	500

Assemblée générale extraordinaire

VI. Suite aux cessions de parts sociales actées ci-avant, les associés prénommés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se considèrent comme dûment convoqués et ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident de supprimer toute référence à la souscription des parts sociales par les associés au niveau de l'article 6 des statuts de la Société.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, les associés décident d'adapter les statuts de la Société et de modifier en conséquence l'article 6 (1) des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6. (1).** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12-500.-), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (EUR 25.-) chacune, toutes les parts sociales étant entièrement souscrites et intégralement libérées.»

Les frais et honoraires en relation avec le présent acte sont tous à charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signés le présent acte avec le notaire.

Signé: Weydert, Hannes, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2012. Relation: LAC/2012/24070. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Releveur (signé): Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 15 juin 2012.

Référence de publication: 2012071262/83.

(120101856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

VALENTINY hvp architects, Société à responsabilité limitée,

(anc. Hermann & Valentiny & Associés S.à.r.l.).

Siège social: L-5441 Remerschen, 19, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 58.059.

Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 29. Mai 2012

Aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 29. Mai 2012 geht Folgendes hervor:

- Herr François VALENTINY, kündigt als alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft;
 - Die Geschäftsführung der Gesellschaft wird nunmehr in einen kaufmännischen und einen technischen Bereich aufgespalten;
 - Herr François VALENTINY, geboren am 13.03.1953 in Remerschen, wohnhaft in L-5441 Remerschen, Rue des Prés 15, wird als Geschäftsführer des technischen Bereiches benannt;
 - Herr Axel CHRISTMANN, geboren am 20.06.1963 in Trier, wohnhaft in D-54295 Trier, An der Ziegelei 3, wird als Geschäftsführer des kaufmännischen Bereiches benannt;
 - Beide Geschäftsführer erhalten Einzelzeichnungsbefugnis.
- Remerschen, den 29. Mai 2012.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2012070604/20.

(120100008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Titrico S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 169.525.

STATUTS

L'AN DEUX MILLE DOUZE, LE DOUZE (12) JUIN.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

A comparu:

La société «THE IOP LUS TRUST» ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, rue de Bonnevoie, 92, ici représentée par la société «PRIVATE TRUSTEES S.A.», ayant son siège social à L-1260 Luxembourg, rue de Bonnevoie 92, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B74700, elle-même représentée par Madame Tiffany HALSDORF, employée privée à L-1724 Luxembourg 19-21, boulevard Prince Henri,

en vertu d'une procuration en date du 23 mai 2012, laquelle procuration, signée par le comparant et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise à la formalité du timbre et de l'enregistrement.

Lequel comparant ès-qualités a déclaré constituer par les présentes une société à responsabilité limitée, régie par la loi afférente et par les présents statuts et affecter les biens dont question à l'article 5 des statuts ci-après, à l'exercice de l'activité plus amplement décrite à l'article 4 des statuts de la société décrite ci-après.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives en particulier celle du 28 décembre 1992 relative à la société à responsabilité limitée unipersonnelle, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, l'associé peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société.

La Société prend la dénomination de «TITRICO S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet la réalisation de toutes opérations financières, notamment la souscription, l'acquisition, le transfert, la vente et la titrisation de (a) valeurs mobilières (représentant une dette ou autres) émises par des organismes et institutions internationales, des Etats souverains, des entreprises publiques ou privées ainsi que d'autres entités juridiques et (b) actifs et/ou de créances de tout autre genre ou nature, à l'exclusion des activités figurant à l'article 19 de la loi du 22 mars 2004.

Sans préjudice de ce qui précède, la Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur, à l'acquisition et à la liquidation de tous titres et autres instruments financiers; participer à la création, au développement et/ou au contrôle de toute entreprise; acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toutes autres manières, tous titres ou autres instruments financiers; les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement; accorder tout concours, prêt, avance ou garantie aux Sociétés dans lesquelles elle détient une participation; émettre des obligations et valeurs mobilières de toutes sortes en toutes devises et emprunter de toute autre manière; être partie à des contrats de swap et donner en gage, hypothéquer ou concéder de toute autre façon des garanties sur ses biens et ses droits afin de garantir le remboursement de toute somme due par la Société au titre ou en rapport avec des titres obligataires de toute autre nature émis de temps à autre par la Société.

D'une façon générale, la Société pourra utiliser toutes techniques et tous instruments relatifs à ses biens et/ou ses investissements permettant une gestion efficace de ceux-ci, y compris toutes techniques et tous instruments pour la protéger contre des risques de change et des risques de taux d'intérêts.

En général, la Société pourra prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et procéder à toute opération financière, mobilière, immobilière, commerciale et industrielle qu'elle jugera utile à la réalisation et au développement de son objet social.

La Société sera soumise à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cent euros) représenté par 100 (cent) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125 (cent vingt-cinq euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les Sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Toutes cessions entre vifs de parts sociales détenues par l'associé unique comme leur transmission par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, sont libres.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être dans le même cas transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 11. La Société peut, dans la mesure et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres parts sociales.

Art. 12. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés et révoqués par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

Les gérants peuvent voter par lettre, fax ou tout autre support écrit.

Le ou les gérant(s) sont nommés pour une durée indéterminée et ils sont investis dans la représentation de la Société vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus.

La Société sera engagée par la signature du gérant unique en cas d'un seul gérant, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature individuelle des gérants.

Des pouvoirs spéciaux et limités pourront être délégués à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, associés ou non, pour des affaires déterminées par le(s) gérant(s).

Les gérants sont autorisés à représenter un ou plusieurs autres gérants lors de réunions des gérants.

Les gérants pourront créer un ou plusieurs compartiments, chacun correspondant à une part distincte de ses actifs et passifs dans le respect de la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation et plus particulièrement l'article 5 de cette loi.

Entre les associés et les créanciers, chaque compartiment de la Société devra être traité comme une entité séparée. Les droits des associés et créanciers de la Société (i) qui lorsqu'ils sont entrés en existence, ont été désignés comme rattachés à un compartiment ou (ii) qui sont nés de la création, du fonctionnement ou de la mise en liquidation d'un compartiment sont, sauf disposition contraire dans les résolutions des gérants créant un tel compartiment, strictement limités aux biens de ce compartiment et seront exclusivement disponibles pour satisfaire ces associés et créanciers. Les créanciers et associés de la Société dont les droits ne sont pas spécifiquement rattachés à un compartiment déterminé de la Société n'auront aucun droit aux biens d'un tel compartiment.

Sauf disposition contraire dans les résolutions des gérants de la Société créant un tel compartiment, aucune résolution des gérants de la Société ne pourra être prise afin de modifier les résolutions ayant créé un tel compartiment ou afin de prendre toute autre décision affectant directement les droits des associés ou créanciers dont les droits sont rattachés à un tel compartiment sans le consentement préalable de l'ensemble des associés ou créanciers dont les droits sont rattachés à ce compartiment. Toute décision prise par les gérants en violation de cette disposition sera nulle.

Chaque compartiment de la Société pourra être liquidé séparément sans que cette liquidation n'entraîne la liquidation d'un autre compartiment ou de la Société elle-même.

La Société pourra émettre des sûretés dont la valeur ou l'intérêt est lié à des compartiments, biens ou autres engagements spécifiques, ou dont le remboursement dépend du remboursement d'autres instruments, de certains droits ou de certaines catégories d'actions.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Les comptes de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, désignés par le ou les gérants.

Art. 15. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 16. Les décisions non modificatives des statuts ne sont valablement prises que si elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si, par suite d'absence ou d'abstention d'associés, ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté mais à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes les autres modifications statutaires sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales. Toutefois, en aucun cas la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Lorsque la Société n'a qu'un seul associé, les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés sont exercés par l'associé unique et les décisions de l'associé unique sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Les détenteurs de parts de la Société rattachées à un compartiment déterminé de la Société peuvent, à tout moment, tenir des assemblées générales pour décider de toutes questions exclusivement liées à un tel compartiment.

Les détenteurs de parts de la Société rattachées aux autres compartiments de la Société ou les détenteurs de parts rattachées à la Société et qui ne sont pas rattachés à un compartiment déterminé pourront participer à ces assemblées générales, mais ne pourront pas voter.

Art. 17. L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin de chaque année.

Art. 18. Chaque année, le 30 juin la gérance établit les comptes annuels.

Art. 19. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels.

Art. 20. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Si différents compartiments ont été créés par les gérants, la Société déterminera à la fin de chaque année sociale un résultat pour chaque compartiment comme suit sur des comptes séparés (en plus des comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et la pratique comptable courante).

Le résultat de chaque compartiment sera le solde entre tous revenus, profits ou autres produits payés ou dus en quelque forme que ce soit relatifs à ce compartiment (y compris des plus-values, des bonis de liquidation, des distributions de dividendes) et le montant des dépenses, pertes, impôts ou autres transferts de fonds encourus par la Société pendant cet exercice et qui peuvent être régulièrement et raisonnablement attribués à la gestion et fonctionnement de ce compartiment (y compris honoraires, coûts, impôts sur plus-values, dépenses relatives à la distribution de dividendes).

Tous produits et dépenses non attribués à un compartiment en particulier seront alloués entre les différents compartiments proportionnellement aux parts émises dans chaque compartiment.

Les associés approuveront ces comptes séparés simultanément avec les comptes tenus par la Société conformément à la Loi sur les Sociétés et la pratique courante. L'éventuel surplus résultant du total du solde créditeur sur le solde débiteur sur chacun de ces comptes sera distribué comme dividendes aux parts du compartiment correspondant.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social, conformément à l'article 5 des présents statuts ou tel qu'augmenté ou réduit périodiquement, conformément à l'article 5 des présents statuts.

Le surplus des profits annuels sera distribué comme dividendes aux parts en conformité avec la loi sur la titrisation. Les distributions seront payées en la devise et au moment et lieu que les gérants détermineront périodiquement.

L'assemblée générale des associés pourra décider de distribuer des dividendes en parts au lieu de dividendes en espèces selon les conditions requises par l'assemblée générale.

Art. 21. La Société n'est pas dissoute automatiquement par le décès, la faillite, l'interdiction ou la déconfiture d'un associé.

La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonctions ou, à défaut, par un ou plusieurs liquidateur(s) nommé(s) par l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée des associés. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera attribué à l'associé unique ou, selon le cas, partagé entre les associés dans la proportion des parts dont ils seront alors propriétaires.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ainsi qu'à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 30 juin 2013.

Les assemblées générales annuelles se tiendront le second mercredi du mois d'octobre 2013 à 14.00 heures.

Souscription et Libération

Les 100 (cent) parts ont été souscrites comme suit par:

La société «THE IOP LUS TRUST» préqualifiée.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 des lois sur les sociétés (loi du 18 septembre 1933) se trouvent remplies.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.100.-

Résolutions

Et à l'instant l'associée unique, représentant la totalité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. La Société est gérée par deux (2) gérants.

2. Sont nommés gérants de la Société, leur mandat se terminant lors de l'assemblée statuant sur les comptes de l'exercice à clore le 30 juin 2013 savoir en 2013, avec les pouvoirs énumérés à l'article 12 des présents statuts:

- Madame Francesca DOCCHIO, née en Italie à Bergamo (I), le 29 mai 1971, employée, demeurant professionnellement à 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

- Monsieur Xavier MANGIULLO, né en France, le 8 septembre 1980 à Hayange (F) employé, demeurant professionnellement à 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

3. La Société a son siège social à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, lequel a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: T. HALSDORF, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 juin 2012. Relation: RED/2012/797. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Releveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 14 juin 2012.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2012072657/196.

(120102721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2012.

BeCapital Private Equity SCA SICAR, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 152.521.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, tenue à Luxembourg le 29 mai 2012:

L'Assemblée Générale décide de réélire le Réviseur d'Entreprises, PricewaterhouseCoopers, pour une période d'un an prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 18 juin 2012.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Référence de publication: 2012070722/13.

(120101038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

3B4Sports S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 164.018.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2012.

Référence de publication: 2012070620/10.

(120099929) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Seawave Holdings S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 81.515.

EXTRAIT

L'assemblée générale du 29 mai 2012 a renouvelé les mandats:

- des administrateurs

M. Patrick K. Oesch, avocat, Am Schanzengraben 29, CH-8002 Zurich

M. Kurt H. Oesch, directeur de sociétés, Am Schanzengraben 29, CH-8002 Zurich

M. Ryan Rudolph, avocat, Am Schanzengraben 29, CH-8002 Zurich

Mme Annette Müller, avocat, Am Schanzengraben 29, CH-8002 Zurich

ainsi que le mandat

- du commissaire aux comptes

FIDEX AUDIT S.à r.l., RCS Luxembourg B 48.513, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Pour SEAWAVE HOLDINGS S.A., SPF
Société Anonyme
SOFINEX S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2012071284/22.

(120101603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Sella Capital Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 96.386.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la Assemblée Générale Ordinaire de la Société tenue en date du 18 mai 2012 que:

L'assemblée décide de nommer jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire statuant sur l'exercice clos au 31.12.2012

- Monsieur Bruno AGOSTINI, Président, demeurant professionnellement au 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Monsieur Massimo ALBORINO, Administrateur, demeurant professionnellement au 4, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg;
- Monsieur Guido REY, Administrateur, demeurant professionnellement P.zza C.L.N. 255, I-10123, Torino, Italie;
- Monsieur Pietro TASCA, ayant son adresse professionnelle au C.so Elezia 9, CH-6901 Lugano, Suisse;
- La société DELOITTE AUDIT S.à.r.l., avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en qualité de Réviseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
SELGEST S.A.
Signature
L'Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2012071466/24.

(120101451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Holter Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.846.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par l'associé unique de la Société en date du 13 février 2012

- Le mandat de Structured Finance Management (Luxembourg) S.A. en tant que commissaire aux comptes a pris fin.
- Aba Cab S.à r.l., société à responsabilité limitée, au capital social de EUR 12,394.68, ayant son siège social au L-2121 Luxembourg, 231, val des Bons-Malades, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B50797, a été nommée réviseur d'entreprises agréé avec effet au 13 février 2012 pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2012.

Pour extrait sincère et conforme
SANNE GROUP (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2012070917/17.

(120101077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

3P Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6474 Echternach, Zone Industrielle Schmatzacht.
R.C.S. Luxembourg B 100.858.

Außerordentliche Generalversammlung gehalten am 05.05.2012 um 10.00 Uhr

Generalversammlungsbeschuß:

1) Die Generalversammlung akzeptiert die Benennung von Herrn Klett Tobias, geboren in Eisenach/D am 18. April 1981, wohnhaft in D-50181 Bedburg, Rupperburg 25 mit sofortiger Wirkung als Mitglied des Verwaltungsrates (administrateur), bis zur Generalversammlung die im Jahre 2014 stattfinden wird.

Angefertigt in Echternach, den 18.06.2012.

Für gleichlautenden Auszug

Für die Gesellschaft

Référence de publication: 2012070623/15.

(120100300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

64 Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 116.658.

EXTRAIT

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social en date du 1^{er} juin 2012 que le siège social de la société a été transféré de son ancienne adresse au 26-28 rives de Clausen à L-2165 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2012.

Référence de publication: 2012070625/12.

(120100546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Fomed S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 90.805.

Par la présente, je donne ma démission en tant que commissaire au compte de votre Société.

Luxembourg, le 15 juin 2012.

Julien Nicaud.

Référence de publication: 2012070640/9.

(120099562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2012.

Agence de Gestion de Dépôts - Warehouses Service Agency, Société à responsabilité limitée.

Siège social: Dudelange,
R.C.S. Luxembourg B 16.461.

La liste de signatures autorisées a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012070643/10.

(120100693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 134.839.

En vertu de la décision du conseil de gérance datée du 16 mai 2012, la société Carlyle RAC Partners, L.P., ayant son siège social à Lansdowne House, 57 Berkeley Square, Londres, W1J 6ER, Royaume-Uni et immatriculée auprès de Companies House sous le numéro LP14582, a acheté des actions de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mai 2012.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2012070646/16.

(120100226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Kerauf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 120, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 79.583.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Ordinaire, réunie extraordinairement en date du 6 juin 2012 qu'il a été décidé:

- De renouveler le mandat de gérant de Monsieur Nicolas Lazarov, né le 1^{er} octobre 1962 à Sofia (Bulgarie), demeurant au 30, place St Georges, 75009 Paris (France), pour une durée indéterminée;
- De transférer le siège social de la société au 120, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg.

Pour l'extrait sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2012070655/14.

(120100807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Krivodol S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 3, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 112.719.

—
Cessation de parts de Mr Sami Abdelwahed réparties de la façon suivante: Mr Jean-Michel Ujevic: 100%
Mr Sami Abdelwahed démissionne de ses fonctions de gérant technique en date du 11/06/12 de ce fait Mr Ujevic demeurant 3, rue Cantevanne 57330 Kanfen a été nommé Gérant technique et Administratif.

Référence de publication: 2012070656/10.

(120100560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Mozuba S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 34.889.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement du 14 juin 2012, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, 6^{ème} chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré close pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme Mozuba S.A., dont le siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, a été dénoncé en date du 15 novembre 1996.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2012.

Maître Xavier Le Sourne

Le liquidateur

Référence de publication: 2012070663/14.

(120099997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Äre Gipser S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8010 Strassen, 204, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 99.792.

—
Ce dépôt est un rectificatif du dépôt du 18/05/2012 n° L120081058

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mai 2012.

Référence de publication: 2012070669/11.

(120101913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

as you like it, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2625 Luxembourg, 6, rue du Travail.
R.C.S. Luxembourg B 132.240.

Extrait de la résolution de l'associé unique en date du 1^{er} juin 2012

L'associé unique décide de transférer le siège social du 8, rue des Gaulois, L-1618 Luxembourg au 6, rue du Travail, L-2625 Luxembourg avec effet au 7 juin 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 15 juin 2012.

Référence de publication: 2012070670/12.

(120101469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Swedbank Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 11.430.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 28 mars 2012:

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 28 mars 2012 que le mandat en tant qu'administrateur des personnes suivantes a été reporté pour la durée d'un an.

M Jonny BELCHATOWSKI

M Ola LAURIN

M Lars KÄLLHOLM

* avec adresse professionnelle: 8 Brunkebergstorg, S-105 34 Stockholm, Suède.

Suite à une décision par le conseil d'administration en 2011 de changer des bureaux le siège social de la société sera à partir du 18 juin 2012 à l'adresse suivante:

65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte

L-1331 Luxembourg

Luxembourg, le 14 juin 2012.

Cecilia VERNERSON / Henrik HEDNÄS

Head of Legal & Compliance / Head of Credits

Référence de publication: 2012070666/21.

(120099999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

Telipro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 156.219.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 14 juin 2012

En date du 14 juin 2012, l'Assemblée accepte la démission de Monsieur Bruno Abbate en tant qu'Administrateur de la Société, ainsi que la démission de la société I.C Dom-Com S.à r.l. en tant que Commissaire aux Comptes de la Société.

A cette même date, l'Assemblée décide de nommer Monsieur Alain Heinz, Administrateur de sociétés, résidant professionnellement à L - 1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie en tant qu'Administrateur de la Société pour une durée de six ans.

La société Hoche Partners Trust Services S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L - 1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, a été nommée en tant que Commissaire aux Comptes de la Société pour une durée de six ans.

Enfin, l'Assemblée décide de transférer le siège de la Société de 69 rue de la Semois L- 2533 Luxembourg à L - 1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

Pour extrait

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2012070667/21.

(120100710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

AEIF Apollo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 129.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2012.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2012070690/12.

(120101516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

**Stratus Packaging Europe S.A., Société Anonyme Soparfi,
(anc. Soparho).**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 38.206.

EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 12 juin 2012 à Luxembourg que:

1. Ont été réélus, en tant qu'administrateurs de la société, et ce, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2014:

- Monsieur Patrick MOINET,
- Monsieur Olivier LIEGEOIS, et
- Monsieur Benoît BAUDUIN.

2. A été réélu, en tant que commissaire de la société, et ce, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012:

BF Consulting Sàrl, ayant son siège social au 16, rue de Larochette, L-9391 Reisdorf.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 15 juin 2012.

Référence de publication: 2012071313/22.

(120101522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Velleda, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 102, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 38.145.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 7 juin 2012, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société:

- société à responsabilité limitée VELLEDA Sàrl, avec siège social à L-2320 Luxembourg, 102, Boulevard de la Pétrusse, de fait inconnue à cette adresse (N° R.C.S. B38145)

Le même jugement a nommé Juge-Commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ, juge-délégué au tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Emilie MELLINGER, avocat, demeurant à L-4170 Esch-sur-Alzette, 24, Bd Kennedy.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 29 juin 2012 au greffe du Tribunal de commerce.

Pour extrait conforme

Emilie MELLINGER

Le liquidateur

Référence de publication: 2012070668/21.

(120100325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2012.

CBD Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-2417 Luxembourg, 10, rue de Reims.

R.C.S. Luxembourg B 154.492.

Il résulte d'une décision de l'associé unique que son adresse est, depuis le 1^{er} mars 2010, Withfield Tower, Third Floor, 4792 Coney Drive, Belize City, Belize.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 18 juin 2012.

Le gérant

Référence de publication: 2012070767/13.

(120101613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Abrias, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 84.782.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui s'est tenue à Luxembourg, le 25 avril 2012 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a pris note de la démission de Benoît Paquay au 30 novembre 2011
2. L'Assemblée a ratifié la nomination de M. Christian Jeanrond (demeurant professionnellement au 3 Boulevard Royal - L-2449 Luxembourg) en date du 1^{er} février 2012.
3. L'assemblée a approuvé la réélection de Messieurs Pascal Chauvaux, Frédéric Fasel, Adolf Bründler, Peter Kaelin et Christian Jeanrond à la fonction d'administrateur pour une période d'un an se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle.
4. L'Assemblée a approuvé la réélection des Réviseurs d'Entreprises Agréé, Deloitte S.A., pour la période d'un an se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle.

Référence de publication: 2012070672/18.

(120100833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Adriana Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 134.785.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2012070674/10.

(120101735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Allianz Finance VII Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 50.000,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 162.663.

AUSZUG

Aus den Beschlüssen des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 5. Juni 2012 geht hervor, dass (i) Herr Cornelis Bunschoten als Geschäftsführer B der Gesellschaft mit Wirkung zum 4. Juni 2012 zurückgetreten ist und (ii) Herr Dr. Felix Benedikt, geboren am 7. September 1973 in Kassel (D), mit beruflicher Anschrift in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, mit sofortiger Wirkung und auf unbegrenzte Dauer zum Geschäftsführer A der Gesellschaft ernannt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2012070675/16.

(120101160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Alvisse Parc Hôtel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1453 Luxembourg, 120, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 135.387.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012070678/10.

(120101764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Donneaux Conseils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4961 Clemency, 2C, rue des Jardins.

R.C.S. Luxembourg B 75.515.

Extrait de la convention de cession de parts conclue le 30 avril 2012

Résolution

Monsieur Dominique DONNEAUX, né le 03 juin 1964 à Saint-Mard (Belgique), résidant 41/11, rue du Châlet, B-6792 Halanzy, a cédé 26 (vingt-six) parts sociales qu'il détient de la société à responsabilité limitée Donneaux Conseils selon les dispositions suivantes:

à Monsieur Daniel DONNEAUX, né le 19 juillet 1990 à Arlon (Belgique), résidant 41/11, rue du Châlet, B-6792 Halanzy, 13 (treize) parts sociales, d'une part,

et

à Madame Jennifer DONNEAUX, née le 05 mai 1993 à Arlon (Belgique), résidant 41/11, rue du Châlet, B-6792 Halanzy, 13 (treize) parts sociales, d'autre part.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFC Benelux Sàrl

Signature

Référence de publication: 2012070812/20.

(120101133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Allianz Finance VIII Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 165.116.

AUSZUG

Aus den Beschlüssen des alleinigen Gesellschafters der Gesellschaft vom 11. Juni 2012 geht hervor, dass (i) Herr Cornelis Bunschoten als Geschäftsführer B der Gesellschaft mit Wirkung zum 4. Juni 2012 zurückgetreten ist und (ii) Herr Dr. Felix Benedikt, geboren am 7. September 1973 in Kassel (D), mit beruflicher Anschrift in 14, boulevard F.D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg, mit sofortiger Wirkung und auf unbegrenzte Dauer zum Geschäftsführer A der Gesellschaft ernannt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2012070676/16.

(120101159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

ArcelorMittal WireSolutions, Société Anonyme.

Siège social: L-7769 Bissen, route de Finsterthal.

R.C.S. Luxembourg B 5.789.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012070680/9.

(120101621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Alvisse Parc Hôtel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1453 Luxembourg, 120, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 135.387.

L'an deux mille douze,

Le vingt-trois mai,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Alvisse Parc Hôtel S.A.", avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 6 décembre 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 374 du 13 février 2008, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 135.387.

L'assemblée générale est présidée par Madame Laurence TRAN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Siyuan Isabelle HAO, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée générale choisit comme scrutateur Monsieur Jean Claude ALVISSE, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de un million cinq cent cinquante mille euros (EUR 1.550.000,00) pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,00) à un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000,00), par la création et l'émission de six mille deux cents (6.200) nouvelles actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) entièrement libérées, ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes et ouvrant droit aux mêmes dividendes depuis le jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant sur la proposition d'augmentation de capital.

2. Souscription et paiement des six mille deux cents (6.200) nouvelles actions par l'actionnaire unique, par incorporation du montant équivalent de son compte prime d'émission dans la société.

3. Introduction d'une nouvelle autorisation de capital autorisé pour un montant de quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,00), représentée par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.

4. Modification subséquente de l'article 5 des statuts, qui aura la teneur suivante:

"Le capital social de la société est fixé à un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000,00), représenté par sept mille deux cents (7.200) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.

Le capital autorisé est fixé à quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,00) représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.

Pendant une période de cinq ans à partir de la publication de ces statuts, le conseil d'administration est généralement autorisé à émettre des actions et/ou à consentir des options pour souscrire aux actions de la société, en une ou plusieurs fois, avec ou sans prime d'émission, aux personnes et aux conditions que le conseil d'administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre.

Toutes les fois que le capital souscrit sera augmenté conformément aux dispositions qui précèdent, le conseil d'administration prendra toutes les mesures nécessaires afin de modifier cet article pour constater le changement, et le conseil d'administration est habilité à prendre ou à autoriser les mesures requises pour l'accomplissement et la publication de telles modifications, conformément à la loi.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire du ou des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi."

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes.

Première résolution:

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de un million cinq cent cinquante mille euros (EUR 1.550.000,00), pour le porter de son montant actuel de deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,00) à un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000,00), par la création et l'émission de six mille deux cents (6.200) nouvelles actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune, entièrement libérées, ayant les mêmes droits et avantages que les actions existantes et ouvrant droit aux mêmes dividendes depuis le jour de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant sur la proposition d'augmentation de capital.

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide d'admettre à la souscription de l'augmentation de capital ci-avant décidée l'actionnaire unique, à savoir Monsieur Jean Claude ALVISSE, prénommé, lequel déclare souscrire à la totalité de l'augmentation de capital précitée.

L'augmentation de capital a été entièrement libérée par conversion en capital d'une partie de la prime d'émission versée, à concurrence de un million cinq cent cinquante mille euros (EUR 1.550.000,00).

La réalité de cet apport a été prouvée au notaire instrumentaire par la production d'un rapport de vérification daté du 7 mai 2012, dressé par un réviseur indépendant, à savoir «FPS Audit S.à r.l.», représentée par Monsieur Patrick SGANZERLA, réviseur d'entreprises agréé, ayant son siège social à L-1026 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, et dont les conclusions sont les suivantes:

"Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur globale de l'apport autre qu'en numéraire pour un montant total de EUR 1 550 000,00 et qui correspond au moins au nombre et au pair comptable des actions à émettre en contrepartie pour un montant total de EUR 1 550 000,00 représenté par 6 200 actions de la Société d'une valeur nominale de EUR 250,00 chacune.". Ce rapport de vérification, paraphé «ne varietur», restera annexé au présent acte, avec lequel il sera enregistré.

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide d'accorder au conseil d'administration de la société une autorisation de capital autorisé pour porter le montant du capital social à quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,00), représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.

L'autorisation de capital ainsi accordée aura une durée de cinq années à compter de la publication de la présente assemblée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Quatrième résolution:

Comme conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier l'article cinq des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la société est fixé à un million huit cent mille euros (EUR 1.800.000,00), représenté par sept mille deux cents (7.200) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.

Le capital autorisé est fixé à quatre millions d'euros (EUR 4.000.000,00) représenté par seize mille (16.000) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,00) chacune.

Pendant une période de cinq ans à partir de la publication de ces statuts, le conseil d'administration est généralement autorisé à émettre des actions et/ou à consentir des options pour souscrire aux actions de la société, en une ou plusieurs fois, avec ou sans prime d'émission, aux personnes et aux conditions que le conseil d'administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre.

Toutes les fois que le capital souscrit sera augmenté conformément aux dispositions qui précèdent, le conseil d'administration prendra toutes les mesures nécessaires afin de modifier cet article pour constater le changement, et le conseil d'administration est habilité à prendre ou à autoriser les mesures requises pour l'accomplissement et la publication de telles modifications, conformément à la loi.

Le capital souscrit peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale extraordinaire du ou des actionnaires statuant comme en matière de modifications des statuts.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les limites fixées par la loi."

Frais:

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de trois mille cinq cents euros (EUR 3.500,00).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L. Tran, S. I. Hao, J. C. Alvisse, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 mai 2012. Relation: LAC / 2012 / 24388. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012070677/123.

(120101249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Acrelux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.500.000,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 165.732.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012070687/14.

(120101709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Arrowgrass Special Situations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 140.239.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Taavi Davies / Stef Oostvogels

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2012070682/11.

(120101911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Asia Growth Basket S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 16.746,25.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 130.482.

I. Lors du Conseil de Gérance tenu en date du 30 janvier 2012 les gérants ont décidé d'accepter la démission d'Alain Weber, avec adresse au 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg de son mandat de Geschäftsführer, avec effet au 29 février 2012.

II. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 13 février 2012 l'associé unique a décidé de nommer Frank Hamen, avec adresse au 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg au mandat de Geschäftsführer, avec effet au 29 février 2012 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 8 juin 2012.

Référence de publication: 2012070683/16.

(120101719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Immobilière Centenaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 79.891.

—
Constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Paul HENCKS, notaire de résidence à L-Luxembourg, en date du 13 décembre 2000, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 611 en date du 08 août 2001.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 7 juin 2012 que les mandats des membres du conseil d'administration et du commissaire aux comptes actuellement en fonction sont renouvelés comme suit:

- Aux postes d'administrateurs pour une durée de six ans:

* Monsieur Jean FABER, licencié en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt. Monsieur Jean FABER garde également ses fonctions en tant que Président du Conseil d'Administration.

* Madame Claude KRAUS, expert-comptable, demeurant professionnellement à L-2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt.

* Mademoiselle Jeanne PIEK, employée privée, demeurant professionnellement à L- 2450 LUXEMBOURG, 15, boulevard Roosevelt.

- Au poste de commissaire aux comptes pour une durée de six ans:

* REVILUX S.A., avec siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Ste Croix, et inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B-25.549.

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 15 juin 2012.

Pour la société IMMOBILIERE CENTENAIRE S.A.
FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2012073075/27.

(120102702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2012.

Atrium Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 127.123.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2012070685/11.

(120101307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

ABF Regents Park Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 96.789.

—
Les comptes annuels au 14 mars 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012070686/10.

(120101791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Adler & Zirves S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3730 Rumelange, 1, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 102.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2012070689/10.

(120101534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

AEIF LH Sub 07 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 138.370.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012070691/12.

(120100854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

AG Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 143.297.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Taavi Davies / Stef Oostvogels

Gérant A / Gérant B

Référence de publication: 2012070694/11.

(120101883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Torlake Holding Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 97.615.

EXTRAIT

En date du 28 février 2012, l'actionnaire unique a approuvé les résolutions suivantes:

- Les démissions de Matthijs Bogers, Stéphane Hepineuze and Mombaya Kimbulu en tant qu'Administrateurs de la société, sont acceptées avec effet immédiat;
- La démission de European Trust Services (Luxembourg) S.à r.l. en tant que commissaire aux comptes de la société, est acceptée avec effet immédiat;
- Messieurs Alan Botfield, Wim Rits et Robin Naudin ten Cate, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen à L-2540 Luxembourg, sont élus nouveaux Administrateurs de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2015;
- La société «Viscomte S.à r.l.», ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen à L-2540 Luxembourg, est élue nouveau commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'an 2015;
- Le siège social de la société est transféré au 15 rue Edward Steichen à L-2540 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 28 février 2012.

Référence de publication: 2012071336/22.

(120101009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

AEIF LH Sub 08 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.003.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012070692/12.

(120100855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

AEIF LH Sub 09 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 145.004.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2012.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012070693/12.

(120100856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Agrabah S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 114.279.

Le bilan au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012070695/9.

(120101619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Association N. Arend & C. Fischbach S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 122.596.

Réunion du Conseil d'Administration du 15 juin 2012

En exécution de la décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 juin 2012, en cours de publication au Mémorial, les membres du Conseil d'Administration ont décidé à l'unanimité de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière, y inclus les actes de disposition immobilière individuellement à Monsieur Nico Arend (demeurant à L- 1513 Luxembourg, 72, boulevard Prince Félix) et Monsieur Carlo Fischbach, de sorte que chacun d'eux a le pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

En plus, les membres du Conseil d'Administration ont décidé à l'unanimité de déléguer ses pouvoirs de gestion journalière, y inclus les actes de disposition immobilière conjointement à Monsieur Aly Gehlen, demeurant à L- 8388 Koerich, 21, rue de Steinfort, Madame Sylvie Winkin-Hansen et Monsieur Laurent Fischbach, demeurant à L- 2410 Strassen, 182a, rue de Reckenthal. La société est valablement engagée par la signature conjointe de Monsieur Aly Gehlen ou Madame Sylvie Winkin-Hansen avec celle de Monsieur Laurent Fischbach.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2017.

Mersch, le 15 juin 2012.

Nico AREND / Carlo FISCHBACH / Sylvie WINKIN-HANSEN /
Aly GEHLEN / Laurent FISCHBACH.

Référence de publication: 2012070709/21.

(120101148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Aksolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 23.500.000,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 165.769.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2012070696/14.

(120101710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

China Designer Outlet Mall S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 1, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 168.248.

In the year two thousand and twelve, on the second day of May.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg).

An extraordinary general meeting of the shareholders of the company China Designer Outlet Mall S.A., a public company limited by shares (société anonyme), having its registered office at 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 168248, was held.

The extraordinary general meeting was presided by Mr. Carmine REHO, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (the "Chairman").

The Chairman appointed as Secretary Mrs Estelle N'ZOUNGOU, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

The meeting elected as Scrutineer Mrs Andrea PERA, residing professionally at 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Having been constituted, the board of the meeting drew up the attendance list, which, after having been signed ne varietur by the holder of the powers of attorney representing the members, will remain attached to the present minutes together with the powers of attorney.

The Chairman declared and requested the notary to state:

That the agenda of the meeting was the following:

1) Increase of the share capital of the Company by contribution in cash by an amount of Fifty Thousand US dollars (USD 50,000) so as to bring it from its present amount of Fifty Thousand US dollars (USD 50,000) represented by Fifty Thousand (50,000) Class A shares to an amount of One Hundred Thousand US dollars (USD 100,000) represented by Fifty Thousand Class A shares and Fifty Thousand Class B shares each Class of shares having a nominal value of One US dollar (USD 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company;

2) Approval of the subscription and payments by:

Sopaf Global Private Equity Funds, an investment fund submitted to the supervision of the Italian services authority and managed by Sopaf Capital Management Società di Gestione del Risparmio S.p.A. a management company submitted to the supervision of the Italian services authority having its registered office at 24 Foro Buonaparte, I-20121 Milano and registered at the Camera di Commercio Industria Artigianato e agricoltura of Milano - Ufficio Registro Imprese - under number MI - 1659496 ("Sopaf Global Private Equity Funds") of Fifty Thousand (50,000) Class B Shares each share having a nominal value of One US dollar (USD 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company and in consideration of a cash contribution amounting to Fifty Thousand US dollars (USD 50,000);

3) Consequent amendment of Article 5, first paragraph of the articles of the Company;

4) Amendment of article 19.3 of the articles of association of the Company;

5) Granting of authorization to any one director of the Company, to carry out any action necessary or incidental in relation to the resolutions to be taken on the basis of the present agenda; and

6) Any other business.

The Shareholders of the Company moved to the following resolutions unanimously:

First resolution

The shareholders of the Company resolved to increase the share capital of the Company by contribution in cash by an amount of Fifty Thousand US dollars (USD 50,000) so as to bring it from its present amount of Fifty Thousand US dollars (USD 50,000) represented by Fifty Thousand (50,000) Class A shares to an amount of One Hundred Thousand US dollars (USD 100,000) represented by Fifty Thousand (50,000) Class A shares and Fifty Thousand (50,000) Class B shares each Class of shares having a nominal value of One US dollar (USD 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company.

Second resolution

The Shareholders of the Company resolved to approve the subscription and payment by Sopaf Global Private Equity Funds, an investment fund submitted to the supervision of the Italian services authority and managed by Sopaf Capital Management Società di Gestione del Risparmio S.p.A. a management company submitted to the supervision of the Italian services authority having its registered office at 24 Foro Buonaparte, I-20121 Milano and registered at the Camera di Commercio Industria Artigianato e agricoltura of Milano - Ufficio Registro Imprese - under number MI -1659496 ("Sopaf Global Private Equity Funds") of Fifty Thousand (50,000) Class B Shares each share having a nominal value of One US dollar (USD 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company and in consideration of a cash contribution amounting to Fifty Thousand US dollars (USD 50,000).

Subscription and Payment

Further appeared said Mr. Carmine REHO, acting in his capacity as duly appointed attorney of Sopaf Global Private Equity Funds, prenamed, by virtue of the pre-mentioned power of attorney.

The said proxy will remain attached to the present deed, after having been signed *ne varietur* by the proxy-holder, the members of the board and the notary to be submitted together with this deed to the registration authorities.

The said person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Sopaf Global Private Equity Funds of Fifty Thousand (50,000) Class B Shares each share having a nominal value of One US dollar (USD 1) and with such rights and obligations as set out in the articles of association of the Company and in consideration of a cash contribution amounting to Fifty Thousand US dollars (USD 50,000).

Third resolution

The shareholders of the Company resolved to amend article 5, first paragraph, of the articles association of the Company so as to give it the following wording:

" Art. 5. Corporate Capital.

5.1. The subscribed share capital of the Company is set at an amount of One Hundred Thousand US dollars (USD 100,000) represented by Fifty Thousand (50,000) Class A shares and Fifty Thousand (50,000) Class B shares, each share having a nominal value of One US dollar (USD 1) (the Class A Shares and the Class B Shares together referred to as the "Shares").

Fourth resolution

The shareholders of the Company resolved to amend article 19.3 of the articles association of the Company so as to give it the following wording:

" **19.3.** The remaining balance of the net profit shall be at the disposal of the General Meeting or, as the case may be of the Sole Shareholder and shall be distributed to the shareholders of the Company without distinction of Class(ess) up to an amount equal to an internal revenue rate at ten per cent (10%) of their aggregate investments in the Company. The remaining profits shall be distributed as follows:

(a) to the Class A shareholders a percentage of the distributable amount reflecting the same percentage of their proportion (as nearly as it may be) to the nominal amount of their existing holdings of Shares in the Company and forty five per cent (45%) of the distributable amount which would be attributable to the Class B Shareholders in proportion (as nearly as it may be) to their nominal amount of their existing holdings of Shares in the Company;

(b) 55% of the distributable amount (the "Class B Distributable Amount") which would be attributable to the Class B Shareholders in proportion (as nearly as it may be) to their nominal amount of their existing holdings of Shares in the Company; and

(c) 10% of the Class B Distributable Amount to the Class C Shareholders in proportion (as nearly as it may be) to their nominal amount of their existing holdings of Shares in the Company.

Fifth resolution

The shareholders of the Company resolved to grant authorization to any one director of the Company to carry out any action necessary or incidental in relation to the above taken resolutions.

The Meeting was declared closed as there was no further business.

The amount of expenses, costs, remuneration and charges to be paid by the Company as a result of the present stated deed is estimated at one thousand two hundred and fifty Euro.

The total amount of the capital increase is valued at EUR 37,774.75.

The undersigned notary, who understands and speaks English, stated that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le deux mai.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenu une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société China Designer Outlet Mall S.A., une société anonyme ayant son siège social sis au 1, avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le matricule B 168248.

L'assemblée générale extraordinaire était présidée par Monsieur Carmine REHO, ayant son adresse professionnelle sise au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg (le "Président").

Le Président a nommé comme secrétaire Madame Estelle N'ZOUNGOU, ayant son adresse professionnelle sise au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

L'assemblée a élu comme scrutateur Madame Andrea PERA, ayant son adresse professionnelle sise au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Ainsi constituée, le bureau de l'assemblée établit la liste de présence, laquelle, signée ne varietur par les mandataires des actionnaires, restera annexée au procès-verbal de la présente assemblée ensemble avec les procurations.

Le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Augmentation du capital social de la Société par apport en numéraire d'un montant de cinquante mille dollars américains (50.000 USD) afin de la porter de son montant actuel de cinquante mille dollars américains (50.000 USD), représenté par cinquante mille (50.000) actions de catégorie A à cent mille dollars américains (100.000 USD) représenté par cinquante mille (50.000) actions de catégorie A et cinquante mille (50.000) actions de catégorie B d'une valeur nominale d'un dollar américain chacune (1 USD) auxquelles les droits et obligations prévus statutairement sont attachés.

2) Approbation de la souscription et du paiement par:

Sopaf Global Private Equity Funds, un fond d'investissement soumis à la surveillance prudentielle des services et autorités italiens et géré par Sopaf Capital Management Società di Gestione del Risparmio S.p.A., une société de gestion supervisée par les services et autorités italiens, ayant son siège social sis au 24 Foro Buonaparte, I-20121 Milano, et immatriculée auprès de la Camera di Commercio Industria Artigianato e agricoltura of Milano - Ufficio Registro Imprese sous le matricule MI - 1659496 ("Sopaf Global Private Equity Funds") de cinquante mille (50.000) actions de catégorie B d'une valeur nominale d'un dollar américain chacune (1 USD) auxquelles les droits et obligations prévus statutairement sont attachés, en échange de l'apport en numéraire d'un montant de cinquante mille dollars américains (50.000 USD);

3) Modification consécutive de l'Article 5, premier paragraphe, des statuts de la Société;

4) Modification de l'Article 19.3 des statuts de la Société;

5) Autorisation donnée à tout administrateur de la Société d'accomplir tout acte nécessaire ou contingent relativement aux résolutions à prendre sur base du présent ordre du jour; et

6) Tout autre point.

Les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

Les actionnaires de la Société décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cinquante mille dollars américains (50.000 USD) afin de la porter de son montant actuel de cinquante mille dollars américains (50.000 USD), représenté par cinquante mille (50.000) actions de catégorie A à cent mille dollars américains (100.000 USD) représenté par cinquante mille (50.000) actions de catégorie A et cinquante mille (50.000) actions de catégorie B d'une valeur nominale d'un dollar américain (1 USD) chacune auxquelles les droits et obligations prévus statutairement sont attachés.

Deuxième résolution

Les actionnaires de la Société décident d'approuver la souscription et le paiement par Sopaf Global Private Equity Funds, un fond d'investissement soumis à la surveillance prudentielle des services et autorités italiens et géré par Sopaf Capital Management Società di Gestione del Risparmio S.p.A., une société de gestion supervisée par les services et

autorités italiens, ayant son siège social sis au 24 Foro Buonaparte, I-20121 Milano, et immatriculée auprès de la Camera di Commercio Industria Artigianato e agricoltura of Milano - Ufficio Registro Imprese- sous le matricule MI - 1659496 ("Sopaf Global Private Equity Funds") de cinquante mille (50.000) actions de catégorie B d'une valeur nominale d'un dollar américain (1 USD) chacune auxquelles les droits et obligations prévus statutairement sont attachés, en échange de l'apport en numéraire d'un montant de cinquante mille dollars américains (50.000 USD).

Souscription et Paiement

Comparaît ensuite le dit Monsieur Carmine REHO, agissant en qualité de mandataire de Sopaf Global Private Equity Funds, prénommée, en vertu d'une procuration mentionnée ci-avant.

Ladite procuration restera annexée à cet acte, après avoir été signée ne varietur par le mandataire, les membres du bureau et le notaire instrumentant pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant déclare souscrire au nom et pour le compte de Sopaf Global Private Equity Funds à cinquante mille (50.000) actions de catégorie B d'une valeur nominale d'un dollar américain (1 USD) chacune auxquelles les droits et obligations prévus statutairement sont attachés en contrepartie d'un apport en numéraire d'un montant de cinquante mille dollars américains (50.000 USD).

Troisième résolution

Les actionnaires de la Société décident à l'unanimité de modifier l'Article 5, premier paragraphe, des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" Art. 5. Capital Social.

5.1. Le capital social souscrit de la Société s'élève à cent mille dollars US (100.000 USD), représenté par cinquante mille (50.000) actions de classe A et cinquante mille (50.000) actions de classe B, chaque action ayant une valeur nominale d'un dollar US (1 USD) (les actions de classe A et les actions de classes B étant référencées ci-après comme les "Actions").

Quatrième résolution

Les actionnaires de la Société décident de modifier l'Article 19.3 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" **19.3.** La balance du profit net sera à la disposition de l'Assemblée Générale ou, le cas échéant, de l'Actionnaire Unique et sera distribuée aux actionnaires de la Société sans distinction de Classe(s) jusqu'à un montant égal à 10% du profit réalisé sur le total de leurs investissements dans la Société. Le profit restant sera distribué comme suit:

(a) aux actionnaires de Classe A sera alloué un pourcentage du montant distribuable reflétant le même pourcentage que leur détention (aussi proche que possible) du montant nominal de leur détention actuelle d'Actions de la Société ainsi que quarante cinq pourcents (45%) du montant distribuable qui serait alloué aux Actionnaires de Classe B en proportion (aussi proche que possible) du montant nominal de leur détention actuelle d'Actions de la Société;

(b) 55% du montant distribuable (le "Montant Distribuable de Catégorie B") qui serait alloué aux Actionnaires de Classe B en proportion (aussi proche que possible) du montant nominal de leur détention actuelle d'Actions de la Société; et

(c) 10% du Montant Distribuable de Catégorie B aux Actionnaires de Classe C en proportion (aussi proche que possible) du montant nominal de leur détention actuelle d'Actions de la Société.

Cinquième résolution

Les actionnaires de la Société décident d'autoriser tout administrateur de la Société afin d'accomplir tout acte nécessaire ou contingent en lien avec les précédentes résolutions.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société suite des présentes, est évalué à mille deux cent cinquante euros.

Le montant total de l'augmentation de capital est évalué à EUR 37.774,75.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, à Luxembourg, à la date qu'en tête.

Et lecture faite aux personnes comparantes, celles-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Carmine REHO, Estelle N'ZOUNGOU, Andrea PERA, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 mai 2012. Relation GRE/2012/1585. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 19 juin 2012.

Référence de publication: 2012070753/202.

(120101837) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Akuo Investment S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 142.455.

Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque fondée le 17 octobre 2008 et publication dans le Mémorial C-N° 2682.

Extrait de la résolution circulaire du conseil d'administration en date du 18/05/2012

Il résulte du Conseil d'Administration tenu en date du 18 mai 2012 que:

Les gérants de la société ont décidé de transférer le siège social de la Société AKUO INVESTMENT S.C.A. SICAR du 3A, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 25A, Boulevard Royal; L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14/06/2012.

Certifié conforme et sincère

Paddock Fund Administration

Référence de publication: 2012070697/18.

(120101893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Altmunster Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1123 Luxembourg, 11, Plateau Altmünster.

R.C.S. Luxembourg B 107.260.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012070699/10.

(120101492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Alysse S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1744 Luxembourg, 9, rue du Saint Hubert.

R.C.S. Luxembourg B 153.520.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CERTIFIE CONFORME

Michel Jadot / Freddy Bracke

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012070701/12.

(120101677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

BeCapital General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 152.464.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires de la Société, tenue le 27 avril 2012

Les actionnaires prennent connaissance de la démission de Léna Spinazzé, Christian Varin, Marylin Mermod Schülé et Alexandre Schmitz en leur qualité de gérants de BeCapital General Partner S.à r.l.

Les actionnaires acceptent la nomination de Jean-Marc Crépin en tant que gérant de la Société, né le 17 février 1968 à Cognac en France et domicilié au 63, rue des Champs Elysées, 1050 Bruxelles, Belgique.

Luxembourg, le 18 juin 2012.

Référence de publication: 2012070720/14.

(120101350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Aramis Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 86.308.

La société Fiduciaire de Gestion et de Domiciliation a dénoncé le contrat de domiciliation et le siège social établi à 20, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen, de la société Aramis Invest S.A., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B86308 avec effet immédiat au 19 juin 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2012.

Pour la société

Référence de publication: 2012070704/12.

(120101835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Speltz Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1333 Luxembourg, 8, rue Chimay.

R.C.S. Luxembourg B 29.070.

L'an deux mil douze, le deux mars.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Carlo SPELTZ, seul et unique associé, né à Luxembourg, le 14 juillet 1955 (i.n. 19550714518), demeurant à L-1333 Luxembourg, 8, rue de Chimay,

de la société à responsabilité limitée «SPELTZ S.à r.l.» («la société»), avec siège social à L-1333 Luxembourg, 8, rue de Chimay,

constituée suivant acte reçu par Maître Lucien SCHUMAN, notaire alors de résidence à Luxembourg, en date du 28 octobre 1998,

publiée au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 5 du 7 janvier 1989,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B, numéro 29.070,

lequel comparant en qualité de détenteur des seules 251 parts sur 500 dont 249 sans droit de vote de la société sur elle-même, suite à l'échange de parts, reçu par le notaire instrumentant en date de ce jour, non encore enregistré, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique convertit le capital de cinq cent mille anciens francs luxembourgeois (500.000,- LUF) en douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze virgule soixante-huit euros (12.394,68 EUR au cours de conversion officiel 1.- € = 40,3399 Flux) et augmente le capital social à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), moyennant un versement en espèces d'un montant de cent cinq virgule trente-deux euros (105,32 EUR), dans la caisse de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'associé unique annule les deux cent quarante-neuf (249) parts détenues par la société sur elle-même et décide d'échanger les deux cent cinquante et une (251) parts sociales en cinq cent parts sociales restantes contre cinq cents parts sociales nouvelles d'une valeur de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune.

Cession de parts

L'associé unique cède la totalité des cinq cents (500) parts sociales, à Madame Axelle Marie NOTO, gestionnaire, née à Nancy (France), le 17 mars 1992, demeurant à F-54700 Pont-à-Mousson, 2, rue des Potiers,

ici représentée par Monsieur Monsieur Jean-Marie NOTO, administrateur des sociétés, demeurant à F-54700 Pont-à-Mousson, rue Fabvien, sur base d'une procuration sous seing privée, faite et donnée à Pont-à-Mousson, du 1^{er} mars 2012, laquelle après avoir été paraphée «ne varietur» par les comparants, restera annexée aux présente aux fins d'enregistrement.

83472

Prix

La présente cession de parts a eu lieu pour et moyennant le prix convenu entre parties de cent vingt mille euros (120.000.- EUR)

que la cessionnaire, ici représentée comme il est dit ci-avant, s'oblige ainsi que ses héritiers et ayants-droit indivisiblement à payer au cédant au plus tard pour le 31 mars 2012, sans intérêts jusque-là, passé ce délai le prix portera automatiquement et sans mise en demeure préalable intérêts à six pour cent (6%) l'an jusqu'à solde.

La cessionnaire est, à partir de ce jour, subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Acceptation

Monsieur Carlo SPELTZ, prénommé, en qualité de gérant de la société déclare accepter ladite cession, au nom de la société conformément à l'article 1690 du Code Civil et déclare qu'il n'a entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

L'associée unique Madame Axelle NOTO, représentée comme ci-avant, a ensuite requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Troisième résolution

L'associée unique suite aux changements qui précèdent, décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (25.- EUR) chacune, toutes attribuées à Madame Axelle Marie NOTO

Quatrième résolution

L'associée unique prend acte et accepte la démission du gérant de la société Monsieur Carlo SPELTZ, et lui accorde pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'associée unique se nomme elle-même gérante de la société avec tous pouvoirs d'engager et de représenter la société à partir de ce jour pour une durée indéterminée,

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 1.200,- EUR.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: C. SPELTZ, J.-M. NOTO, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 07 mars 2012. Relation: LAC/2012/10635. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 6 juin 2012.

Référence de publication: 2012071310/73.

(120101149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2012.

Vetina International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 103.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012073998/9.

(120104067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2012.
